

DOCUMENTS TYPE DE PASSATION DE  
MARCHES

# Documents d'Appel d'Offres

## Marchés de Fournitures

**Agence Française de Développement**



**Février 2024**

# Avant-propos

Le présent Document Type d'Appel d'Offres (DTAO) pour la passation des marchés de fournitures a été préparé par l'Agence Française de Développement (AFD). Ce document type doit être utilisé par les Acheteurs, chaque fois que cela est possible, pour l'attribution de marchés de fournitures et services connexes, en ayant pris soin de s'assurer auprès de tous conseils locaux de son adaptation au cas envisagé au regard notamment du droit applicable, ainsi que de l'exhaustivité du document. La responsabilité de l'AFD ne pourra être recherchée pour l'usage qui en sera fait partiellement ou en totalité.

Ce DTAO a été adapté des Documents Types d'Appel d'Offres édités par la Banque Mondiale pour les marchés de fournitures en langue anglaise. Il est conçu pour des marchés de fournitures et services connexes. Pour des cas plus complexes tels que des marchés de conception, montage et installation d'équipements, l'usage du DTAO spécifique « Conception-Fourniture-Montage d'Installations » édité par l'AFD est recommandé.

Ce DTAO présume l'absence d'une préqualification préalable.

L'AFD accueille avec intérêt les réactions que le présent DTAO pourra susciter. Les questions et commentaires relatifs à ce Document Type d'Appel d'Offres peuvent être adressés au :

Courriel : [Passation\\_Marche@afd.fr](mailto:Passation_Marche@afd.fr)

<http://www.afd.fr>

## **Révision de Février 2024 :**

La révision de Février 2024 remplace la version précédente (Février 2017) en y introduisant deux options pour adapter le contenu :

- de la Déclaration d'Intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale
- de la Section V – Critères d'éligibilité
- de la Section VI – Règles de l'AFD en matière de pratiques prohibées – Responsabilité environnementale et sociale

La mise en place de ces options fait suite à la publication en février 2024 d'une nouvelle version des Directives de Passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats Etrangers qui modifie les attentes sur le contenu de ces trois parties. Ainsi :

- Pour tous les marchés financés par l'AFD via une Convention de Financement signée antérieurement au 1<sup>er</sup> février 2024, l'option A sera à retenir dans ces trois sections (maintien des dispositions de la version d'octobre 2019) ;
- Pour tous les marchés financés par l'AFD via une Convention de Financement signée à partir du 1<sup>er</sup> février 2024, l'option B sera à retenir dans ces trois sections (nouvelles dispositions).

## Notes à l'Utilisateur

*[Ces Notes sont destinées à l'Acheteur ou à la personne rédigeant les Documents d'Appel d'Offres. Elles sont fournies à titre d'information. Elles doivent être supprimées des Documents d'Appel d'Offres finaux]*

<b>Avis d'Appel d'Offres.....</b>	<b>iv</b>
<b>Notes à l'Utilisateur - Incoterms .....</b>	<b>vi</b>
<b>Exigences relatives aux Fournitures .....</b>	<b>vii</b>

## **Avis d'Appel d'Offres (AAO)**

Date : 28/08/2025

Nom du Projet : Projet « Amagara Yacu »

AAO No : AYFMX2025-01

1. La Fondation Mérieux a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du projet « Amagara Yacu ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre de l'achat de fourniture et d'équipements de laboratoire.
2. La Fondation Mérieux sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture, la livraison, l'installation, et pour certains la formation à la maintenance d'équipement de laboratoire du Laboratoire National de Référence situé au sein de l'Institut National de Santé Publique de Bujumbura au Burundi.
3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de Anthony WILLAUME, Chef du projet « Amagara Yacu » [offres.marches@fondation-merieux.org](mailto:offres.marches@fondation-merieux.org), et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à la **Fondation Mérieux, 17 rue Bourgelat, 69002 Lyon, France de 10h à 12h à partir du 09/09/2025 et jusqu'au 04/11/2025 inclus.**
4. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.
5. Les Offres devront être soumises à l'adresse postale ci-dessus au plus tard le 04/11/2025 à 12h00. Les Offres doivent comprendre une Garantie de Soumission pour un montant de 7 000 euros, émise sous forme de garantie bancaire à première demande, conforme au modèle figurant dans la Section IV du Dossier d'Appel d'Offres. La Garantie de Soumission doit rester valable pendant 28 jours au-delà de la durée de validité de l'Offre,
6. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la Fondation Mérieux, 17 rue Bourgelat 69002 Lyon, France, le 05/11/2025 à 14h00.
7. Les exigences en matière de qualifications concernent l'éligibilité du soumissionnaire, les éventuels antécédents en matière de non-exécution de marché, la situation financière et l'expérience du soumissionnaire. Se référer aux Documents d'Appel d'Offres pour les exigences détaillées

## Notes à l'Utilisateur – Incoterms

### Incoterms 2020

#### Extraits de la Chambre de Commerce Internationale

<http://store.iccwbo.org/incoterms-2>

### **CIP** **PORT PAYE, ASSURANCE COMPRISE JUSQU'À** **(...lieu de destination convenu)**

Le terme « Port payé, Assurance comprise, jusqu'à » signifie le vendeur livre les marchandises au transporteur ou à une autre personne nommée par le vendeur, et ce au lieu convenu (si pareil lieu est convenu entre les parties) ; le vendeur doit conclure à ses frais un contrat de transport afin d'acheminer les marchandises jusqu'au lieu de destination convenu.

Le vendeur conclut également un contrat d'assurance afin de couvrir les risques pour l'Acheteur en cas de perte des marchandises ou de dommages causés à celles-ci durant le voyage. Le vendeur est seulement tenu de souscrire une assurance minimale. Si l'Acheteur souhaite avoir une couverture d'assurance plus étendue, il lui faudra soit parvenir à un accord exprès avec le vendeur, soit prendre lui-même les dispositions nécessaires pour obtenir un complément d'assurance.

#### **Observation importante concernant l'Incoterm CIP :**

Le vendeur remplit ses obligations de « livraison » lorsqu'il remet les marchandises au transporteur et non pas lorsque les marchandises parviennent au lieu de destination.

Il y a par conséquent transfert des risques au lieu de livraison au premier mode de transport. Par conséquent, les parties ont tout intérêt à spécifier avec précision dans le Marché, tant l'endroit précis de livraison où les risques sont transférés à l'Acheteur, que le lieu de destination convenu jusqu'auquel le vendeur doit obtenir un contrat de transport. Lorsque le terme « livraison » est utilisé dans les présents Documents d'Appel d'Offres et qu'il se réfère au transfert de risques, sa définition est celle de l'Incoterm. Lorsque qu'il ne se réfère pas au transfert de risques, il se rapporte à la date d'arrivée des Fournitures au lieu de destination convenu, qui doit être indiquée sur le calendrier de livraison. Autrement dit, le calendrier de livraison contient des dates significatives pour l'Acheteur, qui sont sans incidence sur le concept de transfert des risques.

A noter également que les Incoterms ne traitent pas du transfert de propriété des fournitures.

### **DDP** **RENDU DROITS ACQUITTES** **(...lieu de destination convenu)**

“Rendu droits acquittés” signifie que le vendeur a dûment livré dès lors que les marchandises sont mises à disposition de l'Acheteur, dédouanées à l'importation sur le moyen de transport arrivant, et qu'elles sont prêtes pour le déchargement au lieu de destination convenu. Le vendeur doit assumer tous les frais et risques liés à l'acheminement des marchandises jusqu'à ce lieu et a l'obligation de dédouaner les marchandises à l'exportation mais aussi à l'importation, de payer tout droit à la fois à l'exportation et à l'importation et d'effectuer toutes les formalités douanières.

## **Exigences relatives aux Fournitures**

### **Informations à fournir par l'Acheteur**

La présente section comprend la définition, les spécifications, les dessins et toute information supplémentaire définissant les fournitures et services connexes, et contient les formulaires devant être utilisés durant l'exécution du Marché.

Afin de permettre aux Soumissionnaires de présenter une Offre conforme, et afin de permettre une évaluation équitable des Offres reçues, l'Acheteur doit formuler ses exigences de manière claire et aussi précise que possible. Lorsque la performance des fournitures et services connexes pourrait être mesurée de manière quantitative, telles que la production, la capacité, les exigences devraient non seulement indiquer la production ou la capacité désirée, mais également les limites inférieures et supérieures acceptables pour ces éléments, et la manière d'évaluer d'éventuelles différences. Il sera également nécessaire de spécifier les essais qui seront réalisés après achèvement des prestations, afin de vérifier la conformité aux exigences. Toute autre exigence doit également être explicitée, telles que les obligations de formation ou de fourniture de consommables ou pièces de rechange, comme indiqué dans un bordereau de prix.

Bien que la présente section doive viser à définir les exigences de manière aussi précise que possible, il convient de veiller à ne pas spécifier les détails de manière excessive car cela pourrait priver l'Acheteur des avantages de la concurrence. Cette section doit donc être rédigée avec le concours d'experts qualifiés, qui connaissent les exigences de l'Acheteur et les fournitures et services connexes.

Dans le cas d'un Appel d'Offres international, ces exigences doivent être établies de façon à permettre une concurrence aussi large que possible, tout en énonçant clairement les critères auxquels devront répondre les biens, matériaux et services faisant l'objet du Marché. C'est à cette condition seulement que les objectifs d'économie, d'efficacité et d'équité dans la passation du marché pourront être atteints, que la conformité des Offres sera assurée et que le travail ultérieur d'évaluation des Offres sera facilité. Les spécifications devront exiger que l'ensemble des fournitures et matériaux nécessaires à l'exécution des fournitures soient neufs, non usagés et du modèle le plus récent ou courant et qu'ils englobent toutes les dernières améliorations apportées à la conception ou aux matériaux.

Lorsqu'un nom de marque de produit est mentionné, cela devrait être assorti de la mention « ou équivalent ».

### **Notes pour préparer les spécifications techniques**

Les spécifications techniques ont pour objet de définir les caractéristiques techniques exigées par l'Acheteur pour les fournitures et les services connexes. Les spécifications techniques constituent un document contractuel et, à ce titre, elles font partie du Marché. L'Acheteur doit préparer les spécifications techniques et les joindre aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant, pour chaque marché.

En établissant les spécifications techniques, l'Acheteur tiendra compte des éléments suivants :

- a) Les spécifications techniques faciliteront l'examen, l'évaluation et la comparaison des Offres par l'Acheteur, car elles constituent la référence qui permettra à l'Acheteur de s'assurer que les Offres sont techniquement conformes et de les évaluer en conséquence.
- b) Les spécifications techniques stipuleront que tous les biens et matériaux devant être incorporés aux fournitures seront neufs, n'ont jamais servi et sont du modèle le plus récent, et qu'ils incorporent toutes les améliorations récentes apportées à la conception et aux matériaux, sauf si le Marché en dispose autrement.

- c) Les spécifications techniques feront appel aux pratiques les plus performantes. Des spécimens de spécifications provenant de marchés passés avec succès dans le même pays ou le même secteur peuvent servir de modèles pour la rédaction des spécifications techniques.
- d) Il peut être avantageux de standardiser les spécifications techniques sous la forme de Spécifications techniques générales, selon la complexité des fournitures et le caractère répétitif du type de marchés. Les spécifications techniques devront éviter les restrictions non nécessaires sur les méthodes de fabrication, les matériaux et l'équipement couramment utilisés dans la fabrication de fournitures du même type. Dans le cas d'un marché donné, on spécifiera les caractéristiques techniques par l'élimination ou l'addition d'éléments dans les Spécifications Techniques.
- e) Les normes spécifiées pour l'équipement, les matériaux et les méthodes de fabrication ne seront pas restrictives. On appliquera dans toute la mesure du possible des normes internationales reconnues. Lorsque les spécifications techniques se réfèrent à d'autres normes ou codes, qu'ils soient propres au pays de l'Acheteur ou à d'autres pays, on ajoutera une déclaration indiquant que d'autres normes faisant autorité et assurant une qualité au moins substantiellement égale à celle des normes indiquées dans les spécifications techniques seront également acceptables.
- f) On évitera dans toute la mesure du possible de se référer à des marques et à des numéros de catalogue. Lorsque cela est inévitable, la description de l'article sera toujours suivie de l'expression « ou équivalent ».

Les spécifications techniques donneront une description complète des exigences pour ce qui concerne au minimum (cette liste n'est pas exhaustive) les aspects suivants :

- a) Normes de matériaux et de fabrication exigées pour la production et la fabrication des fournitures.
- b) Détail des essais exigés (type et nombre)
- c) Autres travaux et/ou services connexes additionnels nécessaires pour réaliser la totalité des objectifs de livraison/d'achèvement.
- d) Détail des activités à exécuter par le Fournisseur et participation de l'Acheteur à cet égard.
- e) Détail de toutes les garanties fonctionnelles couvertes par la garantie et la précision des pénalités à appliquer dans le cas où ces garanties ne sont pas respectées.

Les spécifications techniques préciseront toutes les caractéristiques et exigences techniques et de performance essentielle, y compris les valeurs maximales et minimales garanties ou acceptables, le cas échéant. Chaque fois que cela sera nécessaire, l'Acheteur fournira un formulaire de soumission supplémentaire à cet effet (qui sera joint en annexe au Formulaire de Soumission), dans lequel le Soumissionnaire fournira des renseignements détaillés sur les caractéristiques de performance technique en question s'agissant des valeurs acceptables ou garanties correspondantes.

Lorsque l'Acheteur demande que le Soumissionnaire présente dans son Offre tout ou partie des spécifications techniques, nomenclatures techniques ou autres informations d'ordre technique, l'Acheteur précisera en détail la nature et l'importance des renseignements demandés et la manière dont ils devront être présentés par le Soumissionnaire dans son Offre.

## **Note pour préparer les calendriers de livraison et d'achèvement**

Le Calendrier de livraison et d'achèvement a pour objet de préciser les dates et lieux de livraison pour chacune des fournitures et les lieux de prestation et dates d'achèvement pour chacun des

services connexes figurant dans la Liste des biens et des services connexes. Le Calendrier de livraison fait partie du Marché.

En établissant le Calendrier de livraison et d'achèvement, l'Acheteur tiendra compte des éléments suivants :

- a. Les dates de livraison et d'achèvement seront réalistes. Des délais de livraison ou d'achèvement excessivement courts risquent de limiter la concurrence ou de donner lieu à des plaintes de la part des Soumissionnaires intéressés.
- b. La date ou la période de livraison sera clairement spécifiée, étant entendu que les conditions de livraison stipulées doivent concorder avec :
  - (i) les Incoterms indiqués (voir plus haut la description des principaux Incoterms), et
  - (ii) la date stipulée dans le Marché comme date à laquelle commencent les engagements de l'Acheteur (notification de l'attribution ou de la signature du Marché, établissement ou confirmation de la lettre de crédit).

### **Note pour préparer les plans**

Les dessins ont pour objet de spécifier les emplacements, les dimensions, les matériaux à utiliser, les étapes de la fabrication et d'autres caractéristiques des fournitures et services connexes. L'Acheteur devra établir des plans appropriés, en tant que de besoin, et les incorporera aux Documents d'Appel d'Offres. Les Dessins constituent un document contractuel et, à ce titre, ils doivent faire partie du Marché. De même, l'Acheteur pourra demander au Fournisseur de présenter des plans, soit en même temps que son Offre ou pour approbation pendant l'exécution du Marché.

Il est essentiel que l'Acheteur prépare une **Liste des plans** indiquant tous les dessins/plans fournis et publiés dans le cadre des Documents d'Appel d'Offres.

---

**DOCUMENTS D'APPEL  
D'OFFRES**

**Emis le : 09/09/2025**

**Passation des marchés de  
fournitures**

*Equipements de laboratoire au sein de l'INSP*

**AOI No : AYFMX2025-01**

**Projet : « Amagara Yacu »**

**Acheteur : Fondation Mérieux**

## Table des matières

<b>PREMIÈRE PARTIE Procédures d’Appel d’Offres .....</b>	<b>11</b>
Section I. Instructions aux Soumissionnaires.....	12
Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres .....	33
Section III. Critères d’évaluation et de qualification .....	37
Section IV. Formulaire de Soumission.....	46
Section V. Critères d’éligibilité .....	68
Section VI. Règles de l’AFD en matière de pratiques prohibées – responsabilité environnementale et sociale.....	70
<b>DEUXIÈME PARTIE Exigences relatives aux Fournitures .....</b>	<b>73</b>
Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques .....	74
<b>TROISIÈME PARTIE Marché .....</b>	<b>133</b>
Section VIII. Cahier des clauses Administratives Générales.....	134
Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières .....	150
Section X. Formulaire du Marché .....	160

# **PREMIÈRE PARTIE**

## **Procédures d'Appel d'Offres**

# Section I. Instructions aux Soumissionnaires

## Table des clauses

<b>A. Généralités .....</b>	<b>14</b>
1. Objet du Marché .....	14
2. Origine des fonds .....	14
3. Pratiques prohibées .....	14
4. Candidats admis à concourir .....	14
5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine .....	15
<b>B. Contenu des Documents d'Appel d'Offres .....</b>	<b>16</b>
6. Sections des Documents d'Appel d'Offres .....	16
7. Éclaircissements apportés aux Documents d'Appel d'Offres .....	17
8. Modifications apportées aux Documents d'Appel d'Offres .....	17
<b>C. Préparation des Offres .....</b>	<b>17</b>
9. Frais de soumission.....	17
10. Langue de l'Offre.....	17
11. Documents constitutifs de l'Offre.....	17
12. Formulaire de Soumission, Déclaration d'Intégrité, Formulaire de Prix et autres formulaire .....	18
13. Variantes .....	18
14. Prix de l'Offre et rabais.....	18
15. Monnaies de l'Offre .....	20
16. Documents attestant de la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d'Appel d'Offres.....	20
17. Documents attestant des qualifications du Soumissionnaire .....	21
18. Période de validité des Offres .....	21
19. Garantie de Soumission .....	22
20. Forme et signature de l'Offre.....	23
<b>D. Remise des Offres et Ouverture des plis .....</b>	<b>24</b>
21. Cachetage et marquage des Offres.....	24
22. Date et heure limite de remise des Offres .....	24
23. Offres hors délai.....	24
24. Retrait, substitution et modification des Offres .....	25
25. Ouverture des plis .....	25
<b>E. Évaluation et comparaison des Offres .....</b>	<b>26</b>
26. Confidentialité.....	26
27. Éclaircissements concernant les Offres .....	26
28. Divergences, réserves ou omissions .....	27
29. Conformité des Offres.....	27
30. Non-conformité, erreurs et omissions.....	28

31. Correction des erreurs arithmétiques .....	28
32. Conversion en une seule monnaie .....	28
33. Marge de préférence .....	28
34. Évaluation des Offres .....	29
35. Comparaison des Offres .....	30
36. Vérification a posteriori des qualifications du Soumissionnaire.....	30
37. Droit de l’Acheteur d’annuler la procédure et de rejeter toutes les Offres .....	30
<b>F. Attribution du Marché.....</b>	<b>30</b>
38. Critères d’attribution .....	30
39. Droit de l’Acheteur de modifier les quantités au moment de l’attribution du Marché.....	31
40. Notification de l’attribution du Marché.....	31
41. Signature du Marché.....	31
42. Garantie de bonne exécution .....	32

# Section I. Instructions aux Soumissionnaires

## A. Généralités

- 1. Objet du Marché**
- 1.1 En référence à l'Avis d'Appel d'Offres identifié dans les **Données particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)**, l'Acheteur, tel qu'il est indiqué dans les **DPAO**, publie les présents Documents d'Appel d'Offres en vue de l'obtention des fournitures et services connexes spécifiés à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres international (AOI) figurent dans les **DPAO**.
- 1.2 Tout au long des présents Documents d'Appel d'Offres :
- a) Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
- b) Si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
- c) Le terme « jour » désigne un jour calendaire.
- 2. Origine des fonds**
- 2.1 L'Acheteur, identifié dans les **DPAO**, a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de l'Agence Française de Développement ci-après dénommée « l'AFD »), en vue de financer le projet identifié dans les **DPAO**. L'Acheteur a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent Appel d'Offres est lancé.
- 3. Pratiques prohibées**
- 3.1 L'AFD demande que les règles relatives aux pratiques prohibées telles qu'elles figurent à la Section VI soient appliquées.
- 3.2 Aux fins d'application de ces règles, les Soumissionnaires (y compris leurs sous-traitants) devront faire en sorte que l'AFD et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des Offres et à l'exécution des marchés et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.
- 4. Candidats admis à concourir**
- 4.1 Les Soumissionnaires peuvent être constitués d'entités privées ou publiques (sous réserve des dispositions de l'article 4.3 des IS) ou de tout groupement les comprenant au titre d'un accord existant ou tel qu'il ressort d'une intention de former un tel accord supporté par une lettre d'intention et un projet d'accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l'exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l'appel d'Offre, et en cas d'attribution du Marché à ce groupement, durant l'exécution du Marché.
- 4.2 Les Soumissionnaires ne peuvent être en situation de conflit d'intérêt et ceux dont il est déterminé qu'ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec

l'un ou plusieurs intervenants au processus d'Appel d'Offres les Soumissionnaires dans les situations suivantes :

- a) Les Soumissionnaires placés sous le contrôle de la même entreprise ;
- b) Les Soumissionnaires qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l'un de l'autre ;
- c) Les Soumissionnaires qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel d'Offre ;
- d) Les Soumissionnaires qui entretiennent entre eux directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, des contacts leur permettant d'avoir accès aux informations contenues dans leurs Offres ou de les influencer ou d'influencer les décisions de l'Acheteur au sujet de cet Appel d'Offres ;
- e) Les Soumissionnaires qui participent à plusieurs Offres dans le cadre du présent Appel d'Offres. La participation d'un Soumissionnaire à plusieurs Offres provoquera la disqualification de toutes les Offres auxquelles il aura participé ; toutefois, une entreprise peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs Offres ;
- f) Les Soumissionnaires ou l'une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les fournitures qui font l'objet du présent Appel d'Offres ; ou
- g) Le Soumissionnaire qui a lui-même, ou l'une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté (ou doit l'être) par l'Acheteur pour effectuer la supervision du Marché ; ou
- h) Les Soumissionnaires qui entretiennent une étroite relation d'affaires ou de famille avec un membre du personnel de l'Acheteur (ou du personnel de l'entité d'exécution du Projet ou d'un bénéficiaire d'une partie des fonds) : i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation des Documents d'Appel d'Offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d'évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l'exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d'une manière satisfaisante pour l'AFD pendant le processus de sélection et l'exécution du marché .

4.3 Les critères d'éligibilité à concourir de l'AFD sont exposés en Section V – Critères d'éligibilité.

4.4 Les Soumissionnaires ne devront pas faire l'objet d'une exclusion temporaire par l'Acheteur au titre d'une Déclaration de Garantie de Soumission.

4.5 Les Soumissionnaires devront fournir les preuves de leur éligibilité que l'Acheteur est en droit de requérir.

**5. Fournitures et services connexes répondant aux critères d'origine**

5.1 Sous réserve des dispositions figurant à la Section V - Critères d'éligibilité, toutes les fournitures et services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par l'AFD peuvent avoir pour pays d'origine tout pays.

- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que la maintenance initiale, l'assurance, le transport, l'installation, et la formation.
- 5.3 Le terme « pays d'origine » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

## **B. Contenu des Documents d'Appel d'Offres**

### **6. Sections des Documents d'Appel d'Offres**

- 6.1 Les Documents d'Appel d'Offres comprennent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Ils doivent être interprétés à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IS.

#### **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'Appel d'Offres**

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'Evaluation et de Qualification
- Section IV. Formulaires de Soumission
- Section V. Critères d'Éligibilité
- Section VI. Règles de l'AFD en matière de Pratiques prohibées – Responsabilité environnementale et sociale

#### **DEUXIÈME PARTIE : Exigences relatives aux fournitures**

- Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques

#### **TROISIÈME PARTIE : Marché**

- Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Section X. Formulaires du Marché

- 6.2 L'Avis d'Appel d'Offres émis par l'Acheteur ne fait pas partie des Documents d'Appel d'Offres.
- 6.3 L'Acheteur ne peut être tenu responsable de l'intégrité des Documents d'Appel d'Offres, des réponses aux demandes de clarifications, et des additifs aux Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 8 des IS, s'ils n'ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement obtenus de l'Acheteur prévalent.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans les Documents d'Appel d'Offres. Il lui appartient de fournir tous les

renseignements et documents demandés dans les Documents d'Appel d'Offres.

**7. Éclaircissements apportés aux Documents d'Appel d'Offres**

7.1 Tout Soumissionnaire éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'Acheteur, par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les **DPAO**. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des Offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de son origine) à tous les Soumissionnaires éventuels qui auront obtenu les Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, l'Acheteur publiera également sa réponse sur la page Web identifiée dans les **DPAO**. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier les Documents d'Appel d'Offres à la suite des éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à l'article 22.2 des IS.

**8. Modifications apportées aux Documents d'Appel d'Offres**

8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des Offres, modifier les Documents d'Appel d'Offres en publiant un additif.

8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante des Documents d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu les Documents d'Appel d'Offres conformément à l'article 6.3 des IS. L'Acheteur publiera immédiatement l'additif sur la page web identifiée à l'article 7.1 des IS.

8.3 Afin de laisser aux Soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs Offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Offres conformément à l'alinéa 22.2 des IS.

### **C. Préparation des Offres**

**9. Frais de soumission**

9.1 Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son Offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

**10. Langue de l'Offre**

10.1 L'Offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction des passages pertinents à l'Offre dans la langue indiquée dans les DPAO, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'Offre, la traduction fera foi.

**11. Documents constitutifs de l'Offre**

11.1 L'Offre comprendra les documents suivants :

- a) Le Formulaire de Soumission ainsi que les autres formulaires de la Section IV, conformément aux dispositions de l'article 12 des IS ;
- b) Les formulaires de prix applicables, remplis conformément aux dispositions des clauses 12 et 14 des IS ;

- c) La Garantie de Soumission ou la Déclaration de Garantie de Soumission établie conformément aux dispositions de la clause 19 des IS ;
  - d) Des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l'article 13 des IS ;
  - e) La confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 20.2 des IS ;
  - f) La Déclaration d'Intégrité, d'Éligibilité et d'Engagement environnemental et social dûment signée, conformément à l'article 12 des IS ;
  - g) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des IS, que le Soumissionnaire est admis à concourir, y compris le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire ;
  - h) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 17 des IS, que le Soumissionnaire possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son Offre est retenue ; et
  - i) Des pièces attestant, conformément aux dispositions de l'article 16 des IS, que les fournitures et services répondent aux critères d'origine ;
  - j) Des pièces attestant, conformément aux dispositions des clauses 16 et 29 des IS, que les fournitures et services connexes sont conformes aux Documents d'Appel d'Offres ;
  - k) Tout autre document stipulé dans les **DPAO**.
- 11.2 En sus des documents requis à l'article 11.1 des IS, l'Offre présentée par un Groupement d'entreprises devra inclure soit une copie de l'Accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d'intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d'un projet d'accord.
- 11.3 Le Soumissionnaire fournira, dans son formulaire de Soumission, les informations relatives aux commissions et indemnités versées en relation avec son Offre.
- 12. Formulaire de Soumission, Déclaration d'Intégrité, Formulaires de Prix et autres formulaires**
- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son Offre en remplissant le Formulaire de Soumission, la Déclaration d'Intégrité, les Formulaires de Prix et les autres formulaires tels que fournis à la Section IV. Formulaires de Soumission, sans apporter aucune modification au texte des formulaires, excepté conformément aux dispositions de l'article 20.4 des IS. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 13. Variantes**
- 13.1 Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les variantes ne seront pas prises en compte.
- 14. Prix de l'Offre et rabais**
- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le Formulaire de Soumission et les formulaires de prix seront conformes aux stipulations ci-après.

- 14.2 Tous les articles figurant sur la liste des fournitures devront être énumérés et leur prix devra figurer séparément sur les formulaires de prix.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le Formulaire de Soumission sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le Formulaire de Soumission.
- 14.5 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Une Offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IS. Cependant, si les DPAO prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une Offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.
- 14.6 La clause 1.1 peut prévoir que l'Appel d'Offres soit lancé pour un seul marché ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les **DPAO**, les prix indiqués devront correspondre à la totalité (100%) des articles de chaque lot, et à la totalité (100%) de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à la clause 14.4, à la condition toutefois que les Offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.
- 14.7 Les termes CIP, DDP et autres termes semblables sont régis par les règles telles que décrites dans l'édition actuelle des Incoterms, publiée par la Chambre de Commerce Internationale, comme indiqué dans les DPAO.
- 14.8 Les prix doivent être indiqués comme mentionnés dans chaque formulaire de prix figurant à la Section IV, Formulaires de Soumission. Le fractionnement des prix est exigé seulement pour le but de faciliter la comparaison d'offres par l'Acheteur.

Les Offres doivent être soumises sur la base de l'**Incoterm DDP**, conformément aux règles Incoterms 2020 de la Chambre de Commerce Internationale.

Le Fournisseur prendra à sa charge :

- Le transport international et local jusqu'au lieu de livraison indiqué,
- Les frais d'assurance, de transit, de manutention,
- Le dédouanement complet à l'importation, y compris le paiement des droits et taxes (sauf exonération expressément prévue),
- La livraison finale sur site, incluant le déchargement, le déballage et la mise à disposition à l'emplacement désigné dans le Bon de Commande.

Le lieu de livraison final est : Laboratoire National de Référence, INSP, Bujumbura, Burundi.

**15. Monnaies de l'Offre**

- 15.1 Les monnaies de l'Offre et les monnaies de règlement seront conformes aux dispositions des DPAO. Le Soumissionnaire indiquera la part du prix de son Offre correspondant aux dépenses encourues dans le pays de l'Acheteur, dans la monnaie du pays de l'Acheteur, sauf spécification contraire dans les **DPAO**.

**16. Documents attestant de la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d'Appel d'Offres**

- 16.1 Pour établir que les fournitures et services connexes répondent aux critères d'origine, en application des dispositions de la clause 5 des IS, un Soumissionnaire devra remplir les déclarations indiquant le pays d'origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 16.2 Pour établir la conformité des fournitures et services connexes aux Documents d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son Offre les pièces justificatives spécifiées à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.
- 16.3 Les pièces justificatives peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences existant par rapport aux dispositions de la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.
- 16.4 Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par l'Acheteur et pendant la période précisée aux **DPAO**.
- 16.5 Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par l'Acheteur sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif. Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de l'Acheteur que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.

**17. Documents attestant des qualifications du Soumissionnaire**

- 17.1 Pour établir qu'il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IS, le Soumissionnaire devra remplir le Formulaire de Soumission, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.
- 17.2 Les documents que le Soumissionnaire fournira pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché si son Offre est acceptée, établiront, à la satisfaction de l'Acheteur, que :
- a) si requis par les **DPAO**, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire type inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu'il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays de l'Acheteur ;
  - b) si requis par les **DPAO**, au cas où il n'est pas présent dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire est ou sera (si son Offre est acceptée) représenté par un agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles du Marché et des spécifications techniques en matière d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.
  - c) le Soumissionnaire remplit chacun des critères de qualification spécifié à la Section III, Critères d'Évaluation et de Qualification.

**18. Période de validité des Offres**

- 18.1 Les Offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'Acheteur, conformément à l'article 22.1 des IS. Une Offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.
- 18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des Offres, l'Acheteur peut demander aux Soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur Offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une Garantie de Soumission en application de l'article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée de 28 jours au-delà de la nouvelle date limite de validité des Offres. Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son Offre sans perdre sa Garantie de Soumission. Un Soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son Offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de la clause 18.3 des IS.
- 18.3 Si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l'Offre, le prix du Marché sera actualisé comme suit :
- a) dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du Marché sera égal au Montant de l'Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO** ;
  - b) dans le cas d'un marché à prix révisable, le Montant du Marché ne fera pas l'objet d'une actualisation ;

- c) dans tous les cas, les Offres seront évaluées sur la base du Montant des Offres sans prendre en considération l'actualisation susmentionnée.

## **19. Garantie de Soumission**

- 19.1 Conformément aux dispositions des **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou d'une Garantie de Soumission, qui fera partie intégrante de son Offre. Lorsqu'une Garantie de Soumission est exigée, le montant de la Garantie de Soumission et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront indiqués dans les **DPAO**.
- 19.2 La Déclaration de Garantie de Soumission se présentera selon le modèle présenté à la Section IV – Formulaires de soumission.
- 19.3 Lorsqu'elle est requise, la Garantie de Soumission se présentera sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :
  - a) une garantie bancaire à première demande émise par une banque, une compagnie d'assurances ou un organisme de caution ;
  - b) un crédit documentaire irrévocable ; ou
  - c) un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou
  - d) toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPAO**,

en provenance d'une source reconnue, établie dans un pays satisfaisant aux critères d'origine figurant à la Section V. Critères d'éligibilité. Si la Garantie de Soumission fournie par le Soumissionnaire est sous forme d'une garantie à première demande émise par une société d'assurance ou un organisme de caution situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'institution émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays de l'Acheteur afin d'en permettre l'exécution, le cas échéant. La Garantie de Soumission sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Soumission, ou dans une autre forme similaire en substance et approuvée par l'Acheteur avant le dépôt de l'Offre. La Garantie de Soumission devra demeurer valide pour une période excédant de vingt-huit jours (28) la durée initiale de validité de l'Offre et, le cas échéant, être prorogée selon les dispositions de l'article 18.2 des IS.

- 19.4 Toute Offre non accompagnée d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission substantiellement conforme sera rejetée par l'Acheteur comme étant non conforme.
- 19.5 Les Garanties de Soumission des Soumissionnaires non retenus leur seront restituées dans les meilleurs délais après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à la clause 42 des IS.

- 19.6 La Garantie de Soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.
- 19.7 La Garantie de Soumission peut être saisie ou la Déclaration de Garantie de Soumission mise en œuvre :
- a) si le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire de soumission, ou toute prorogation selon les dispositions de l'article 18.2 des IS ; ou
  - b) s'agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier :
    - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 41 des IS ; ou
    - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 42 des IS.
- 19.8 La Garantie de Soumission, ou la Déclaration de Garantie de Soumission soumise par un groupement sera libellée au nom du groupement qui a soumis l'Offre. Lorsqu'un groupement n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'Offre, la Garantie de Soumission ou la Déclaration de Garantie de Soumission de ce groupement sera libellée au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé du projet d'accord de groupement mentionné aux articles 4.1 et 11.2 des IS.
- 19.9 Lorsqu'en application de l'article 19.1 des IS, aucune Garantie de Soumission n'est exigée et si :
- a) le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité mentionné dans le Formulaire de soumission ou toute prorogation qu'il aura accordée ; ou bien
  - b) le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché conformément à l'article 41 des IS, ou de fournir la Garantie de bonne exécution conformément à l'article 42 des IS,

l'Acheteur pourra, si le **DPAO** le prévoit, disqualifier le Soumissionnaire de toute attribution de marché par l'Acheteur pour la période stipulée dans les **DPAO**.

## 20. Forme et signature de l'Offre

- 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'Offre tels que décrits à l'article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une Offre variante, lorsqu'elle est recevable, en application de l'article 13 des IS portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, le Soumissionnaire soumettra le nombre d'exemplaires supplémentaires de son Offre tel qu'il est **indiqué dans les DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 20.2 L'original et toutes les copies de l'Offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile et seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans la forme **spécifiée dans les DPAO**, et jointe à l'Offre.

Le nom et le titre de chaque signataire devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'Offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'Offre.

- 20.3 Les Offres soumises par des entreprises groupées devront être signées au nom du groupement par un représentant habilité du groupement de manière à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement. Si au moment de la soumission de l'Offre, le groupement n'a pas encore d'existence juridique, l'Offre doit alors être signée par chacun des membres du groupement proposé.
- 20.4 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

### **D. Remise des Offres et Ouverture des plis**

#### **21. Cachetage et marquage des Offres**

- 21.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son Offre et toutes les copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de l'article 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL-OFFRE DE BASE », « ORIGINAL -VARIANTE » ou « COPIE –OFFRE DE BASE et COPIE-VARIANTE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 21.2 Les enveloppes intérieures et extérieures devront :
- a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire ;
  - b) être adressées à l'Acheteur conformément à l'article 22.1 des IS ;
  - c) comporter l'identification de l'Appel d'Offres conformément à l'article 1.1 des IS ;
  - d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis.
- 21.3 Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'Offre est égarée ou ouverte prématurément.

#### **22. Date et heure limite de remise des Offres**

- 22.1 Les Offres doivent être reçues par l'Acheteur à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure qui y sont spécifiées. Les Soumissionnaires n'ont pas la possibilité de soumettre leur Offre par voie électronique.
- 22.2 L'Acheteur peut, s'il le juge bon, reporter la date limite de remise des Offres en modifiant les Documents d'Appel d'Offres en application de la clause 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Acheteur et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

#### **23. Offres hors délai**

- 23.1 L'Acheteur n'acceptera aucune Offre arrivée après l'expiration du délai de remise des Offres, arrêté conformément à la clause 22 des IS. Toute Offre reçue par l'Acheteur après la date et l'heure limites de dépôt des Offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

**24. Retrait, substitution et modification des Offres**

- 24.1 Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son Offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 20.2 des IS. La modification ou l'Offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :
- a) délivrées en application des clauses 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
  - b) reçues par l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des Offres conformément à l'article 22 des IS.
- 24.2 Les Offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.
- 24.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des Offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le Formulaire de Soumission, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

**25. Ouverture des plis**

- 25.1 Sous réserve des dispositions figurant aux articles 23 et 24 des IS, à la date, heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO** l'Acheteur procédera, en accord avec les dispositions de l'articles 25 des IS, à l'ouverture des plis (quel que soit le nombre d'Offres reçues) en présence des représentants désignés des Soumissionnaires qui souhaitent y assister et de toute autre personne qui souhaite être présente. Les procédures spécifiques à l'ouverture d'Offres électroniques si de telles Offres sont prévues à l'article 22.1 des IS seront détaillées dans les **DPAO**.
- 25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, et l'enveloppe contenant l'Offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une Offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Offre correspondante substituée à la précédente, qui elle-même sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'une Offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et qu'elle est lue à haute voix. Les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'Offre correspondante. La modification d'une Offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et qu'elle est lue à haute voix. Seules les Offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

- 25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du Soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le montant de l'Offre par lot le cas échéant, y compris les rabais et leurs modalités d'imputation, les variantes le cas échéant, l'existence d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'Acheteur juge utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'Offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Le Formulaire de Soumission et les formulaires de prix seront paraphés par au minimum trois (3) représentants de l'Acheteur présents à la cérémonie d'ouverture des plis. L'Acheteur ne doit ni se prononcer sur les mérites des Offres ni rejeter aucune des Offres (à l'exception des Offres reçues hors délais et en conformité avec l'article 23.1 des IS).
- 25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum pour chaque Offre : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'Offre ou modification, le montant de l'Offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une Garantie de Soumission ou Déclaration de Garantie de Soumission si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des Soumissionnaires présents de signer le procès-verbal d'ouverture des plis. L'absence de la signature d'un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du Procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires.

## **E. Évaluation et comparaison des Offres**

- 26. Confidentialité**
- 26.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des Offres, et à la vérification de la qualification des Soumissionnaires, ou à la recommandation d'attribution du Marché ne sera fournie aux Soumissionnaires ni à aucune autre personne qui n'ait pas à participer à titre officiel à la procédure d'Appel d'Offres aussi longtemps que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée aux Soumissionnaires conformément à l'article 40 des IS.
- 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer l'Acheteur lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des Offres et de la vérification de la capacité des Soumissionnaires ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son Offre.
- 26.3 Nonobstant les dispositions de la clause 26.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, un Soumissionnaire qui souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour des motifs ayant trait à son Offre, devra le faire uniquement par écrit.
- 27. Éclaircissements concernant les Offres**
- 27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des Offres et la vérification des qualifications des Soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un Soumissionnaire des éclaircissements sur son Offre en allouant un délai de réponse raisonnable. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'Acheteur, comme la

réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'Offre (y compris un changement dans le montant de son Offre fait à l'initiative du Soumissionnaire) ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des Offres en application de la clause 31 des IS.

27.2 L'Offre d'un Soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l'heure spécifiée par l'Acheteur dans sa demande d'éclaircissement sera susceptible d'être rejetée.

## **28. Divergences, réserves ou omissions**

28.1 Aux fins de l'évaluation des Offres, les définitions suivantes s'appliqueront :

- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations des Documents d'Appel d'Offres ;
- b) Une « réserve » est la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation d'une disposition requise par les Documents d'Appel d'Offres ; et
- c) Une « omission » est l'absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par les Documents d'Appel d'Offres.

## **29. Conformité des Offres**

29.1 L'Acheteur établira la conformité de l'Offre sur la base de son contenu, tel que défini à l'article 11 des IS.

29.2 Une Offre conforme pour l'essentiel est une Offre conforme aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission importante. Les divergences, réserves ou omissions importantes sont celles qui :

- a) Si elles étaient acceptées,
  - i) Limiteraient de manière importante la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
  - ii) Limiteraient, d'une manière importante et non conforme aux Documents d'Appel d'Offres, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ;
- b) Si elles étaient rectifiées, seraient préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des Offres conformes pour l'essentiel.

29.3 L'Acheteur examinera les aspects techniques de l'Offre en application de l'article 16 des IS, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VII, Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante.

29.4 L'Acheteur écartera toute Offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel aux Documents d'Appel d'Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections aux divergences, réserves ou omissions importantes qui auraient été constatées.

- 30. Non-conformité, erreurs et omissions**
- 30.1 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité mineure.
- 30.2 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions mineures constatées dans l'Offre en comparaison avec la documentation requise par les Documents d'Appel d'Offres. Une telle demande ne peut, en aucun cas, porter sur un élément reflété dans le Montant de l'Offre. Le Soumissionnaire qui ne donnerait pas suite à cette demande peut voir son Offre rejetée.
- 30.3 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur rectifiera les non-conformités ou omissions mineures qui affectent le Montant de l'Offre. A cet effet, le Montant de l'Offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément manquant ou non conforme.
- 31. Correction des erreurs arithmétiques**
- 31.1 Lorsqu'une Offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, l'Acheteur en rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :
- a) S'il existe une contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité correspondante, le prix unitaire fera foi et le prix total sera rectifié, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera rectifié ;
  - b) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera rectifié ; et
  - c) S'il existe une contradiction entre le montant indiqué en lettres et le montant indiqué en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant ne soit entaché d'une erreur arithmétique, auquel cas, en cas de marché à prix unitaires, le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas a) et b) ci-dessus.
- 31.2 Le Soumissionnaire sera tenu d'accepter les rectifications des erreurs arithmétiques effectuées. En cas de refus des rectifications apportées conformément à l'article 31.1 des IS, son Offre sera rejetée.
- 32. Conversion en une seule monnaie**
- 32.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison des Offres, l'Acheteur convertira tous les prix des Offres exprimés en diverses monnaies dans la monnaie spécifiée dans les **DPAO**.
- 33. Marge de préférence**
- 33.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

**34. Évaluation des Offres**

- 34.1 Pour évaluer les Offres, l'Acheteur utilisera les critères et méthodes définis dans cet article, à l'exclusion de tout autre critère ou méthode.
- 34.2 Pour évaluer une Offre (le mode d'évaluation étant par article ou par lot, comme indiqué dans les **DPAO**), l'Acheteur prendra en compte les éléments ci-après :
- a) Le montant de l'Offre indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IS ;
  - b) Les ajustements apportés au prix pour rectifier les erreurs arithmétiques en application de l'article 31.1 des IS ;
  - c) Les ajustements imputables aux rabais offerts en application de l'article 14.4 des IS ;
  - d) Les ajustements résultant de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable calculés conformément à l'article 30.3 des IS ;
  - e) La conversion en une seule monnaie des montants résultant des opérations a) à d) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 32 des IS ;
  - f) Les ajustements résultant de l'utilisation des facteurs d'évaluation additionnels figurant à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.3 L'effet éventuel des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP qui seront appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des Offres.
- 34.4 Lorsque les Documents d'Appel d'Offres prévoient que les Soumissionnaires pourront indiquer le montant de chaque lot séparément, la méthode d'évaluation permettant de déterminer la combinaison de la moins-disant des Offres pour l'ensemble des lots compte tenu de tous les rabais offerts dans le Formulaire de Soumission, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 34.5 Lors de l'évaluation du montant des Offres, l'Acheteur exclura et ne prendra pas en compte :
- a) dans le cas de Fournitures fabriquées dans le pays de l'Acheteur, des taxes sur les ventes ou autres taxes du même type dues sur le montant des fournitures en cas d'attribution du Marché au Soumissionnaire ;
  - b) dans le cas de Fournitures d'origine étrangère à importer ou déjà importées, des droits de douane et droits d'entrée et autres droits et taxes dus dans le pays de l'Acheteur sur les fournitures en cas d'attribution du Marché ;
  - c) dans le cas de services connexes, les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes à payer dans le pays de l'Acheteur sur les services connexes en cas d'attribution du Marché ;

- d) de toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'Offre.
- 34.6 Pour évaluer le montant de l'Offre, l'Acheteur peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'Offre indiqué en application de la clause 14 des IS, tels que les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat. Les facteurs retenus, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des Offres, sauf spécification contraire dans la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification. Les facteurs à utiliser et la méthode d'application seront comme indiqué à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification.
- 34.7 Si l'Offre évaluée la moins-disant est nettement inférieure à l'estimation faite par l'Acheteur, l'Acheteur demandera au Soumissionnaire de fournir le sous-détail des prix pour tout prix des formulaires de prix, aux fins d'établir que ces prix sont compatibles avec la méthodologie, les exigences relatives aux fournitures et l'échéancier proposé. Si une ou plusieurs incohérences sont mises en évidence, l'Offre sera déclarée non conforme et rejetée.
- 35. Comparaison des Offres** 35.1 L'Acheteur comparera le Montant évalué des Offres conformes pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres afin de déterminer l'Offre évaluée la moins-disant en application de l'article 34.2 des IS.
- 36. Vérification a posteriori des qualifications du Soumissionnaire** 36.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'Offre évaluée la moins-disant et conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, possède bien les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante stipulées à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification.
- 36.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du Soumissionnaire et soumises par lui en application de la clause 17 des IS.
- 36.2 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'Offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde Offre évaluée la moins-disant afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 37. Droit de l'Acheteur d'annuler la procédure et de rejeter toutes les Offres** 37.1 L'Acheteur se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Soumissionnaires. En cas d'annulation, les Offres et les Garanties de soumission seront renvoyées sans délai aux Soumissionnaires.

## F. Attribution du Marché

- 38. Critères d'attribution** 38.1 Sous réserve des dispositions de l'article 37.1, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre aura été

évaluée la moins-disant et jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

**39. Droit de l'Acheteur de modifier les quantités au moment de l'attribution du Marché**

39.1 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de fournitures et de services connexes initialement spécifiée à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les **DPAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'Offre et des Documents d'Appel d'Offres.

**40. Notification de l'attribution du Marché**

40.1 Avant l'expiration du délai de validité des Offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son Offre a été retenue. La lettre de notification à laquelle il est fait référence ci-après et dans le Marché sous l'intitulé « Lettre de Marché » comportera le montant que l'Acheteur devra régler au Fournisseur pour l'exécution du Marché, montant auquel il est fait référence ci-après et dans les documents contractuels sous le terme de « Prix du Marché ». L'Acheteur notifiera simultanément aux autres Soumissionnaires le résultat de l'Appel d'Offres.

40.2 Jusqu'à la signature et l'approbation du Marché, la Notification d'attribution constituera l'engagement réciproque de l'Acheteur et de l'Attributaire.

40.3 L'Acheteur répondra rapidement par écrit à tout Soumissionnaire ayant présenté une Offre infructueuse qui, après la notification des résultats par l'Acheteur selon les dispositions de la clause 40.1, aura présenté par écrit à l'Acheteur une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son Offre n'a pas été retenue.

**41. Signature du Marché**

41.1 Dans les meilleurs délais après la Notification d'attribution, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'engagement.

41.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'Engagement le Soumissionnaire retenu le renverra à l'Acheteur après l'avoir daté et signé.

41.3 Nonobstant les dispositions de l'article 41.2 des IS, si la signature de l'Acte d'engagement est empêchée par toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son Offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de l'AFD, que la signature de l'Acte d'engagement n'a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l'obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l'exportation

des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions du Marché.

**42. Garantie de bonne  
exécution**

- 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification de l'attribution du Marché effectuée par l'Acheteur, le Soumissionnaire retenu devra fournir la Garantie de bonne exécution, conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de Garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Un organisme de caution ou une compagnie d'assurance situé en dehors du Pays de l'Acheteur devra avoir un correspondant dans le Pays de l'Acheteur afin de permettre de saisir la caution, le cas échéant.
- 42.2 Si l'attributaire ne fournit pas la Garantie de bonne exécution ainsi que mentionné ci-dessus, ou s'il ne signe pas l'Acte d'engagement, l'Acheteur aura la faculté d'annuler l'attribution du Marché et de saisir la Garantie de Soumission ou de mettre en œuvre la Déclaration de Garantie de Soumission, auquel cas l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'Offre est jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions des Documents d'Appel d'Offres et évaluée la deuxième moins-disant, et qui possède les qualifications requises pour exécuter le Marché.

## Section II. Données particulières de l'Appel d'Offres

<b>A. Introduction</b>	
<b>IS 1.1</b>	Identification et Numéro de l'avis d'Appel d'Offres : AYFMX2025-01 _____
<b>IS 1.1</b>	Nom de l'Acheteur : Fondation Mérieux _____
<b>IS 1.1</b>	Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AOI : Lot 1 : AY-Equipements de laboratoire _____
<b>IS 2.1</b>	Nom du projet : Projet « Amagara Yacu » _____ _____
<b>B. Documents d'Appel d'Offres</b>	
<b>IS 7.1</b>	<p>Afin d'obtenir des <b>clarifications</b> uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :</p> <p>Fondation Mérieux, à l'attention de Monsieur Anthony Willaume _____</p> <p>Rue : 17 rue Bourgelat _____</p> <p>Étage/ numéro de bureau : _____</p> <p>Ville : Lyon _____</p> <p>Code postal : 69002 _____</p> <p>Pays : France _____</p> <p>Numéro de téléphone : _____</p> <p>Adresse électronique : offres.marches@fondation-merieux.org _____</p>
<b>C. Préparation des Offres</b>	
<b>IS 10.1</b>	<p>La langue de l'Offre est : français</p> <p>Toute correspondance sera échangée en français. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera le français.</p>
<b>IS 11.1 (k)</b>	<p>Le Soumissionnaire devra joindre à son Offre les autres documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une liste des équipements proposés, accompagnée de leurs fiches techniques détaillées (brochures ou manuels fabricants)</li> <li>- Un planning indicatif de livraison, d'installation et de formation</li> <li>- Une déclaration signée attestant la disponibilité des pièces de rechange pendant au moins 5 ans</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le formulaire d'engagement de service après-vente (si distinct du bordereau de prix)</li> <li>- Les attestations de conformité (CE/ISO/IVD) pour les équipements médicaux</li> <li>- Une copie du contrat de partenariat ou de distribution (en cas d'offre déposée par un représentant local)</li> </ul>
<b>IS 13.1</b>	Les variantes ne seront pas autorisées.
<b>IS 14.5</b>	Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes
<b>IS 14.6</b>	<p>Le prix indiqué pour chaque lot devra correspondre au minimum à cent (100) % des articles de chaque lot.</p> <p>Le prix indiqué pour chaque article d'un lot devra correspondre au minimum à cent pourcent (100) % de la quantité requise pour cet article.</p>
<b>IS 14.7</b>	<p>Les Offres doivent être soumises sur la base de l'<b>Incoterm DDP</b>, conformément aux règles Incoterms® 2020 de la Chambre de Commerce Internationale.</p> <p>Le Fournisseur prendra à sa charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le transport international et local jusqu'au lieu de livraison indiqué,</li> <li>- Les frais d'assurance, de transit, de manutention,</li> <li>- Le dédouanement complet à l'importation, y compris le paiement des droits et taxes (sauf exonération expressément prévue),</li> <li>- La livraison finale sur site, incluant le déchargement, le déballage et la mise à disposition à l'emplacement désigné dans le Bon de Commande.</li> </ul>
<b>IS 14.8 (b) (i)</b>	<p>Lieu de destination convenu : Le Laboratoire National de Référence de l'Institut National de Santé Publique</p> <p>Avenue de l'Hôpital, No 3, Bujumbura, Burundi</p>
<b>IS 15.1</b>	<p>Les prix seront libellés en : euro (€)</p> <p>Le Soumissionnaire est tenu d'exprimer dans la monnaie du pays de l'Acheteur la fraction du prix de son Offre correspondant à des dépenses encourues dans cette même monnaie.</p>
<b>IS 16.4</b>	Période de fonctionnement prévue pour les fournitures (en vue d'établir les besoins en pièces de rechange) : 2 ans (5 ans pour les pièces détachées)
<b>IS 17.2(a)</b>	L 'Autorisation du Fabricant est requise.
<b>IS 17.2 (b)</b>	Un service après-vente est requis.
<b>IS 18.1</b>	La période de validité de l'Offre sera de 90 jours calendaire.
<b>18.3 (a)</b>	Dans le cas d'un marché à prix ferme, le Montant du marché sera le Montant de l'Offre actualisée selon un coefficient d'actualisation qui sera mentionné dans la demande de prorogation des Offres
<b>IS 19.1</b>	Une Garantie de Soumission est requise. Une Déclaration de Garantie de Soumission n'est pas requise.

	Lorsqu'une Garantie de Soumission est requise, son montant est de sept mille (7 000) euros
<b>IS 19.3 d)</b>	Autres types de garanties acceptables : Néant
<b>IS 20.1</b>	Outre l'original de l'Offre, le nombre de copies demandé est de : 3
<b>IS 20.2</b>	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en un pouvoir de l'autorité compétente établi au nom du signataire de l'Offre
<b>D. Remise des Offres et ouverture des plis</b>	
<b>IS 22.1</b>	<p>Aux fins de <b>remise des Offres</b>, uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :</p> <p>A/b/s : Fondation Mérieux à l'attention de Monsieur Anthony Willaume_____</p> <p>Rue : 17 rue Bourgelat_____</p> <p>Étage/Numéro de bureau : _____</p> <p>Ville : Lyon_____</p> <p>Code postal : 69002_____</p> <p>Pays : France_____</p> <p><b>La date et heure limites de remise des Offres sont les suivantes :</b></p> <p>Date : 04/11/2025_____</p> <p>Heure : 12h00_____</p>
<b>IS 22.1</b>	Les Soumissionnaires n'ont pas l'option de présenter une Offre par voie électronique.
<b>IS 25.1</b>	<p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes :</p> <p>Rue : 17 rue Bourgelat _____</p> <p>Étage /Numéro de bureau : _____</p> <p>Code postal : 69002</p> <p>Ville : Lyon_____</p> <p>Pays : France_____</p> <p>Date : 05/11/2025_____</p> <p>Heure : 14h00_____</p> <p>Aucun nombre minimum d'Offres n'est requis pour procéder à l'ouverture des Offres.</p>

<b>E. Évaluation et comparaison des Offres</b>	
<b>IS 32.1</b>	<p>La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des Offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces Offres est : l'euro (€)</p> <p>La source du taux de change à employer est : La banque centrale de France</p> <p>Et la date de référence est : La date limite de dépôt des Offres</p>
<b>IS 33.1</b>	<p>Une marge de préférence ne sera pas accordée aux fournitures d'origine nationale ou régionale.</p>
<b>IS 34.2</b>	<p>L'évaluation sera conduite par lot.</p> <p>Les Offres seront évaluées par lot. Le prix d'un article mentionné dans le Bordereau des Prix mais non chiffré sera réputé inclus dans le prix des autres articles. Un article non mentionné dans le Bordereau des Prix sera considéré comme ne faisant pas partie de l'Offre et, en admettant que celle-ci soit conforme, le prix le plus élevé offert pour l'article en question par les Soumissionnaires dont les Offres sont conformes sera ajouté au prix de l'Offre, et le prix total ainsi évalué de l'Offre sera utilisé aux fins de comparaison des Offres.</p>
<b>F. Attribution du Marché</b>	
<b>IS 39.1</b>	<p>Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage de : 5%</p> <p>Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage de : 5%</p>

## **Section III. Critères d'évaluation et de qualification**

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'Acheteur utilisera pour évaluer les Offres et s'assurer qu'un Soumissionnaire possède les qualifications requises. Aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé.

### **Table des Matières**

<b>1. Evaluation (IS 34) .....</b>	<b>38</b>
<b>2. Qualification (IS 36).....</b>	<b>40</b>
<b>3. Préférence Nationale (IS 33) .....</b>	<b>45</b>

## 1. Evaluation (IS 34)

### 1.1 Critères d'évaluation (IS 34.6)

L'évaluation d'une Offre par l'Acheteur tiendra compte, en plus du prix de l'Offre soumis en application des dispositions de la Clause 14.8 des IS, un ou plusieurs des facteurs ci-après, tels que précisés à l'article 34.2(f) des DPAO, et quantifiés comme indiqué ci-dessous :

#### (a) Calendrier de Livraison

Les Fournitures faisant l'objet du présent Appel d'Offres doivent être livrés (expédiés) au cours d'une période acceptable (c'est-à-dire entre et y compris une date de Livraison au plus tôt et une date de Livraison au plus tard) spécifiée à la Section VII, Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques. Aucun bonus ne sera alloué pour livraison anticipée ; et les offres proposant une livraison au-delà de cette période seront considérées non conformes.

A l'intérieur de cette période de temps acceptable, un ajustement sera ajouté aux prix des Offres prévoyant une livraison à une date comprise dans la période spécifiée au Calendrier de livraison. Cet ajustement sera effectué seulement à des fins d'évaluation. L'ajustement sera de *0,5% du montant total de l'Offre par semaine* au-delà de la date de Livraison au plus tôt.

#### (b) Coût des pièces de rechange

La liste et les quantités requises des principaux ensembles, composants et de certaines pièces de rechange, qui seront probablement nécessaires pendant la période initiale de fonctionnement des fournitures spécifiée aux DPAO (Clause 16.4) sont précisées dans la Liste de Fournitures. Leur coût total, correspondant aux prix unitaires indiqués dans l'Offre et aux quantités fixées par les Documents d'Appel d'Offres, sera ajouté au prix de l'Offre.

#### (c) Frais de fonctionnement et/ou d'entretien

Les frais de fonctionnement et/ou d'entretien des fournitures faisant l'objet de l'Appel d'Offres seront ajoutés au Prix de l'Offre à des fins d'évaluation uniquement. Cette majoration sera calculée comme suit :

- (i) En faisant la somme du prix annuel moyen de fonctionnement et/ou de maintenance fourni par le Soumissionnaire dans son offre sur cinq (5) années.

#### (d) Performance et rendement des fournitures

Les équipements offerts devront avoir le rendement minimum spécifié dans les Spécifications Techniques pour être considérés conformes. L'évaluation tiendra compte du coût supplémentaire dû à l'écart de rendement de l'équipement proposé dans l'Offre par rapport au rendement minimum requis ; le prix offert sera ajusté selon la méthode suivante, en fonction du type d'équipement :

A. Équipements à consommation énergétique significative (ex. : incubateurs, congélateurs, hottes, centrifugeuses) :

Le prix sera ajusté selon le coût total de fonctionnement sur une durée de vie standard (ex. 10 ans), comme suit :

Ajustement = (Conso\_proposée – Conso\_référence) x h\_annuel x C\_électricité x  
Durée de vie

Où :

- Conso\_proposée = consommation énergétique de l'équipement proposé (kWh/h ou kWh/an)
- Conso\_référence = consommation du modèle conforme au minimum requis
- h\_annuel = durée d'utilisation annuelle estimée (ex. 2 000 h/an)
- C\_électricité = coût local moyen de l'électricité (ex. 0,12 €/kWh)
- Durée de vie = 10 ans (ou selon spécifications)

B. Équipements analytiques (ex. : spectrophotomètres, automates, balances, PCR) :

Le rendement est évalué sur la base de la précision, la vitesse de traitement ou la capacité par cycle, en comparaison au minimum requis :

Si la vitesse de traitement est inférieure, un coût fictif de productivité perdue sera estimé, basé sur :

Coût supplémentaire =  $((T_{\text{proposé}} - T_{\text{référence}}) / T_{\text{référence}}) \times \text{Coût horaire moyen} \times \text{Utilisation annuelle}$

Si la capacité (nombres d'échantillons par cycle) est inférieure au seuil requis, un coût d'exploitation supplémentaire sera calculé en fonction du nombre de cycles supplémentaires nécessaires.

C. Équipements de stockage (réfrigérateurs, congélateurs -20 °C/-80 °C) :

Outre la consommation énergétique, le coût d'une perte de température ou d'instabilité sera intégré fictivement en cas de non-conformité au critère de stabilité ou de remontée en température trop rapide (> 5 °C/heure)

(e) Critères spécifiques additionnels

- Disponibilité des pièces de rechange : 3 % seront ajoutés au prix d'évaluation hors taxe de l'item si le fournisseur ne propose pas un stock de pièces sur place ou un délai d'approvisionnement raisonnable (< 15 jours).
- Garantie étendue : une réduction fictive de 2 % hors taxe de l'item sera appliquée pour chaque année de garantie supplémentaire offerte au-delà du minimum requis.
- Assistance technique locale : une majoration de 2 % du prix hors taxe de l'item sera appliquée si l'offre ne prévoit pas de technicien formé localement.

## 2. Qualification (IS 36)

Après avoir déterminé l'offre la moins-disant suivant les dispositions de la clause 35.1 des IS, l'Acheteur vérifiera que le Soumissionnaire est qualifié suivant les dispositions de la clause 36 des IS, en utilisant exclusivement les facteurs, méthodes et critères spécifiés ci-après. Aucun facteur qui n'est pas défini dans cette section ne pourra être utilisé pour l'évaluation de la qualification du Soumissionnaire.

<i>Objet</i>	<b>1. Éligibilité</b>						
	<b>Spécification de conformité</b>					<b>Documentation Requisite</b>	
	<b>Critère</b>	<b>Soumissionnaire</b>					
		<b>Entité unique</b>	<b>Groupement d'entreprises</b>				<b>Un membre</b>
<b>Toutes Parties Combinées</b>			<b>Chaque membre</b>				
<b>1.1 Nationalité</b>	Conforme à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI –1.1 et 1.2, avec pièces jointes	
<b>1.2 Conflit d'intérêts</b>	Pas de conflit d'intérêts selon l'article 4.2 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire de Soumission	
<b>1.3 Éligibilité au financement de l'AFD</b>	Ne pas être en situation d'inéligibilité, tel que décrite à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Déclaration d'Intégrité (annexe au Formulaire de Soumission)	
<b>1.4 Entreprise publique</b>	Conforme à l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaires ELI -1.1 et 1.2, avec pièces jointes	

<i>Objet</i>	<b>2. Antécédents en matière de non-exécution de marché</b>					
	<b>Spécification de conformité</b>					<b>Documentation Requise</b>
	<b>Critère</b>	<b>Soumissionnaire</b>				
		<b>Entité unique</b>	<b>Groupement d'entreprises</b>			
<b>Toutes Parties Combinées</b>			<b>Chaque Membre</b>	<b>Un membre</b>		
<b>2.1 Antécédents de non-exécution de marché</b>	Pas de résiliation de marché prononcée aux torts exclusifs du Soumissionnaire au cours des 5 (cinq) dernières années <sup>1</sup> .	Doit satisfaire au critère <sup>20</sup> .	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère <sup>2</sup> .	Sans objet	Formulaire ANT - 2
<b>2.2 Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité</b>	Ne pas faire l'objet d'exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission conformément à l'article 4.4 des IS ou du retrait d'une Offre conformément à l'article 19.9 des IS.	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Formulaire de Soumission
<b>2.3 Litiges en instance</b>	L'ensemble des litiges en instance ne doit pas représenter un total supérieur à 100% (cent pour cent) du montant total des fonds propres, dans l'hypothèse où l'ensemble des litiges en cours serait tranché à l'encontre du Soumissionnaire.	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Doit satisfaire au critère.	Sans objet	Formulaire ANT - 2

<sup>1</sup> Un marché sera considéré en défaut d'exécution lorsque sa résiliation n'a pas été contestée par l'Entrepreneur, y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu'il a fait l'objet d'une contestation par l'Entrepreneur mais qu'une décision de justice a confirmé la résiliation aux torts exclusifs de l'Entrepreneur. Le défaut d'exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels une décision de justice a infirmé la résiliation aux torts exclusifs de l'Entrepreneur.

<sup>2</sup> Ce critère s'applique également aux marchés exécutés par le Soumissionnaire en tant que membre d'un Groupement.

<i>Objet</i>	<b>3. Situation et Performance Financières</b>					
	<b>Spécification de conformité</b>					<b>Documentation Requise</b>
<b>Critère</b>	<b>Soumissionnaire</b>					
	<b>Entité unique</b>	<b>Groupement d'entreprises</b>			<b>Un membre</b>	
		<b>Toutes Parties Combinées</b>	<b>Chaque membre</b>			
<b>3.1 Capacité financière</b>	Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par l'Acheteur pour les 3 (trois) dernières années démontrant la solvabilité actuelle du Soumissionnaire, basée sur les critères suivants : <b>a) Ratio de liquidité <math>\geq 1.1</math></b> <i>((Actifs circulants) / (Dettes à court terme) <math>\geq 1.1</math>)</i> <b>b) Ratio d'endettement <math>\leq 80\%</math></b> <i>(Dettes totales) x 100 / (total des Actifs) <math>\leq 80\%</math>]</i>	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN-3.1 avec pièces jointes
<b>3.2 Chiffre d'affaires annuel moyen</b>	Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins six cent milles (600 000) euros au cours des trois dernières années.	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à vingt-cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaire FIN - 3.2

<i>Objet</i>	<b>4. Expérience</b>						
	<b>Spécification de conformité</b>					<b>Documentation Requise</b>	
	<b>Critère</b>	<b>Soumissionnaire</b>					
		<b>Entité unique</b>	<b>Groupement d'entreprises</b>				
<b>Toutes Parties Combinées</b>			<b>Chaque membre</b>	<b>Un membre</b>			
<b>4.1 Expérience générale</b>	Un nombre minimum de marchés similaires <sup>3</sup> spécifiés ci-dessous qui ont été menés de manière satisfaisante et achevés pour l'essentiel <sup>4</sup> à titre de Fournisseur ou de membre de groupement <sup>5</sup> , entre le 1 <sup>er</sup> janvier 2020 et les délais de soumission des offres : deux (2) marchés, d'une valeur minimum de 300 000 € chacun	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère <sup>6</sup>	Sans objet	Sans objet	Formulaire EXP – 4.1	
<b>4.2. Expérience spécifique</b>	Disponibilité, à la date limite de soumission des Offres, d'un service après-vente et de pièces détachées implanté dans le pays de l'Acheteur depuis au moins 6	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Pièces justificatives	

<sup>3</sup> La similarité sera établie en fonction de la taille physique, de la complexité, des méthodes/technologies et/ou d'autres caractéristiques décrites dans la Section VII - Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques. L'agrégation d'un nombre de marchés de montant inférieur pour atteindre le chiffre du montant requis ne sera pas considérée comme une conformité pour l'essentiel au titre de ce critère.

<sup>4</sup> Par achèvement pour l'essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus du Marché.

<sup>5</sup> Lorsque le Soumissionnaire a participé en tant que membre d'un groupement au titre de ce critère, seule la part spécifique du Soumissionnaire et non celle du groupement devra être prise en considération.

<sup>6</sup> Dans le cas d'un groupement, les montants des marchés achevés par chaque membre ne peuvent être combinés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché au titre de ce critère est atteint. De la même manière que pour l'entité unique, chaque marché exécuté par chaque membre présenté au titre de ce critère doit satisfaire au montant minimum par marché requis. Afin de déterminer si le groupement répond au critère de qualification, seul le nombre de de marchés achevés par tous les membres, chaque marché étant équivalent au montant minimum requis, peut être agrégé.

<i>Objet</i>	<b>4. Expérience</b>					<b>Documentation Requise</b>
	<b>Spécification de conformité</b>					
	<b>Critère</b>	<b>Soumissionnaire</b>				
		<b>Entité unique</b>	<b>Groupement d'entreprises</b>			
<b>Toutes Parties Combinées</b>			<b>Chaque membre</b>	<b>Un membre</b>		
	mois, pour les Fournitures proposées dans l'Offre <sup>7</sup>					

<sup>7</sup> Une alternative acceptable pour satisfaire ce critère est la preuve fournie par le Soumissionnaire d'une expérience réussie durant les cinq (5) dernières années de création et d'exploitation sur une période minimum d'un an d'un service après-vente dans un pays étranger.

### **3. Préférence Nationale (IS 33)**

Non Applicable

## Section IV. Formulaires de Soumission

### Liste des formulaires

Formulaire de Soumission.....	47
Formulaire ELI – 1.1 :.....	52
Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire .....	52
Formulaire ELI – 1.2 :.....	53
Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GE.....	53
Formulaire ANT-2 : Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d'antécédents de litiges .....	54
Formulaire FIN – 3.1 : Situation et Performance financières .....	56
Formulaire FIN – 3.2:.....	58
Chiffre d'affaires annuel moyen.....	58
Formulaire EXP – 4.1:.....	59
Expérience .....	59
Formulaires de Prix .....	60
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de livraison, à importer.....	61
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de livraison, déjà importées .....	62
Formulaire de prix des Fournitures fabriquées dans le pays de livraison, .....	63
Formulaire de prix et calendrier d'exécution des services connexes .....	64
Formulaire de Garantie de Soumission (garantie bancaire).....	65
Formulaire de Déclaration de Garantie de Soumission .....	66
Modèle d'Autorisation du Fabricant .....	67

## Formulaire de Soumission

[Le Soumissionnaire doit remplir ce Formulaire sur papier en-tête portant ses nom et adresse]

Date : \_\_\_\_\_

AOI No. : \_\_\_\_\_

Avis d'Appel d'Offres No. : \_\_\_\_\_

Variante No. : \_\_\_\_\_

À : \_\_\_\_\_

Nous, les soussignés, attestons que :

- a) Nous avons examiné les Documents d'Appel d'Offres, y compris l'additif/ les additifs émis conformément à l'article 8 des Instructions aux Soumissionnaires No. : \_\_\_\_\_ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous n'avons pas de conflit d'intérêt tels que définis à l'article 4.2 des IS ;
- c) Nous n'avons pas été exclus par l'Acheteur sur la base de la mise en œuvre de la Déclaration de Garantie de Soumission telle que prévue à l'article 4.4 des IS ;
- d) Nous proposons de fournir conformément aux Documents d'Appel d'Offres et au calendrier de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, les fournitures et services connexes ci-après : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ ;
- e) Le prix total de notre Offre, hors rabais offerts à l'alinéa (f) ci-après est :
  - (i) En cas de lot unique, le montant total de l'Offre est de \_\_\_\_\_
  - (ii) En cas de lots multiples, le montant de chaque lot est de \_\_\_\_\_
  - (iii) En cas de lots multiples, le montant total de l'ensemble des lots est de \_\_\_\_\_
- f) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :  
Rabais : \_\_\_\_\_  
Méthode de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l'Offre : \_\_\_\_\_ ;
- g) Notre Offre demeurera valide pendant une période de \_\_\_\_\_ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des Offres dans les Documents d'Appel d'Offres ; cette Offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- h) Si notre Offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément à la clause 42 des Instructions aux Soumissionnaires ;
- i) Conformément à l'article 4.2(e) des Instructions aux Soumissionnaires, nous ne participons pas, en qualité de Soumissionnaire à plus d'une Offre dans le cadre du présent Appel d'Offres, à l'exception des Offres variantes présentées conformément à l'article 13 des Instructions aux Soumissionnaires ;
- j) Il est entendu que la présente Offre, et votre acceptation écrite de ladite Offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé ;

- k) nous reconnaissons et acceptons que l’Acheteur se réserve le droit d’annuler la procédure d’Appel d’Offres et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l’attribution du Marché sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque ;
- l) nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom ou pour notre compte ne puisse se livrer à des actions de fraude et corruption.

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l’Offre pour et au nom de<sup>1</sup> \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

---

<sup>1</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du Groupement. La personne signant l’Offre au nom du Soumissionnaire joindra à l’Offre le Pouvoir confié par le Soumissionnaire.

## Annexe au Formulaire de Soumission

### Déclaration d'Intégrité, d'Éligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition \_\_\_\_\_ (le "Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
  - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2 Avoir fait l'objet :
    - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction

- n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
- 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
  - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
  - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
  - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
  - 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
    - a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
    - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des

- éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_  
Dûment habilité à signer pour et au nom de<sup>2</sup> : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_  
En date du : \_\_\_\_\_

<sup>2</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.

## Formulaire ELI – 1.1 :

### Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Date : \_\_\_\_\_  
 N° AOI et titre : \_\_\_\_\_  
 Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Nom légal du Soumissionnaire :
Dans le cas d'un groupement d'entreprises (GE), nom légal de chaque partie :
Pays où le Soumissionnaire est constitué en société :
Année à laquelle le Soumissionnaire a été constitué en société :
Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
Renseignements sur le représentant autorisé du Soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :
<p>1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :</p> <p><input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée.</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'un GE, l'accord ou la lettre d'intention de former un accord ainsi que le projet d'accord de groupement, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des IS.</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique, tout document complémentaire conformément aux dispositions de l'article 4.3 des IS, documents établissant :</p> <p style="margin-left: 40px;">a) L'autonomie juridique et financière de l'entreprise</p> <p style="margin-left: 40px;">b) Que l'entreprise est régie par les dispositions du droit commercial</p> <p style="margin-left: 40px;">c) Que le Soumissionnaire ne dépend pas de l'Acheteur</p> <p>2. Les documents tels que l'organigramme de l'entreprise, la liste des membres du conseil d'administration et l'actionariat sont inclus.</p>

## Formulaire ELI – 1.2 :

### Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GE

*[A remplir par chaque membre du GE]*

Date : \_\_\_\_\_  
 N° AOI et titre : \_\_\_\_\_  
 Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Nom légal du Soumissionnaire :
Nom légal de la partie du GE :
Pays de constitution en société de la partie du GE :
Année de constitution en société de la partie du GE :
Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société :
Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
<p>1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :</p> <p><input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée.</p> <p><input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise ou institution publique, documents établissant</p> <p style="margin-left: 40px;">a) L'autonomie juridique et financière</p> <p style="margin-left: 40px;">b) Le respect des règles de droit commercial, et</p> <p style="margin-left: 40px;">c) L'absence de dépendance, conformément aux dispositions de l'article 4.3 des IS.</p> <p>2. Les documents tels que l'organigramme de l'entreprise, la liste des membres du conseil d'administration et l'actionariat sont inclus.</p>

## Formulaire ANT-2 : Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d'antécédents de litiges

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GE]*

Nom légal du Soumissionnaire : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

ou

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l'AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

<b>Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> Il n'y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 stipulé à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.1.			
<input type="checkbox"/> Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 stipulé à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.1 :			
Année	Fraction non exécutée du contrat	Identification du contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et montant équivalent €)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom de l'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse de l'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de non-exécution : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	

<b>Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> Pas de litige en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.3 <input type="checkbox"/> Litige(s) en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 2.3 :			
<b>Année du litige</b>	<b>Montant de la réclamation (monnaie)</b>	<b>Identification du marché</b>	<b>Montant total du marché (monnaie), équivalent en € (taux de change)</b>
<i>[insérer l'année]</i> _____	<i>[indiquer le montant]</i> _____	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i> Nom de l'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse de l'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i> Partie au marché qui a initié le litige <i>[préciser « l'Acheteur » ou « l'Entrepreneur »]</i> Instance de règlement : <i>[préciser conciliation, tribunal d'arbitrage ou tribunal judiciaire]</i> Etat présent du litige : <i>[préciser « en cours », ou « réglé », etc.]</i>	<i>[indiquer le montant]</i> _____
_____	_____		_____

## Formulaire FIN – 3.1 : Situation et Performance financières

Nom légal du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_ N° AOI et titre : \_\_\_\_\_  
 Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

### 1. Données financières

Données financières en <i>[préciser la monnaie]</i>	Antécédents pour les ____ ( ) dernières années (montant en <i>[préciser la monnaie, le taux de change et le montant]</i> équivalent en €.)				
	Année 1	Année 2	Année 3	Année ...	Année n
Situation financière (Information du bilan)					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Fonds Propres (FP)					
Actifs circulants (AC)					
Dettes à court terme (DCT)					
Fonds de Roulement (FR)					
Information des comptes de résultats					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					
Information sur la capacité de financement					
Capacité de financement générée par les activités opérationnelles					

## 2. Documents financiers

Le candidat, y compris les parties du GE, fournira les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les trois (3) années conformément aux dispositions de la Section III. Critères d'évaluation et de qualification, paragraphe 3.1. Les états financiers doivent :

- a) Refléter la situation financière du Soumissionnaire ou de la Partie au GE, et non d'une société affiliée (telle que la maison-mère ou membre d'un groupe)
  - b) Être vérifiés par un expert-comptable agréé conformément à la législation locale
  - c) Être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
  - d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)
- On trouvera ci-après les copies des états financiers<sup>10</sup> pour trois (3) telles que requises ci-dessus et en conformité avec la Section III. Critères d'évaluation et de qualification.

---

<sup>10</sup> Toute présentation d'états financiers récents portant sur une période plus courte que 12 mois à compter de la date de Soumission doit être justifiée.

## Formulaire FIN – 3.2:

### Chiffre d'affaires annuel moyen

Nom légal du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_ N° AOI et titre : \_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Données sur le chiffre d'affaires annuel			
Année	Montant Devise	Taux de Change	Equivalent €
<i>[indiquer l'année]</i>	<i>[insérer le montant et indiquer la devise]</i>		
Chiffre d'affaires annuel moyen*			

\* Voir Section III. Critères d'évaluation et de qualification, sous-critère 3.2

## Formulaire EXP – 4.1:

### Expérience

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_ No. AOI : \_\_\_\_\_  
 Page \_\_\_ de \_\_\_ pages

Numéro de marché similaire : ___ de ___ requis	Renseignements		
Identification du marché			
Date d'attribution			
Date d'achèvement			
Rôle dans le marché			
Montant total du marché			€ _____
Dans le cas d'une partie à un GE ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	€ _____
Nom de l'Acheteur :			
Adresse :			
Numéro de téléphone/télécopie :			
Adresse électronique :			
Description de la similitude conformément aux sous-critères 4.1 de la Section III :			
Montant	_____		
Taille physique	_____		
Complexité	_____		
Méthodes/Technologie	_____		
Autres caractéristiques	_____		

## **Formulaires de Prix**

*[Le Soumissionnaire doit remplir tous les espaces en blanc dans les formulaires de prix selon les instructions figurant ci-après. La liste des articles dans la colonne 1 du Bordereau des prix doit être identique à la liste des fournitures et services connexes fournie par l'Acheteur dans la Section VII.]*

## Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de livraison, à importer

1	2	3	4	5	6	7
(Offres du Groupe C, fournitures à importer) Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS						Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offres No : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire DDP en conformité avec IS 14.8(b)(i)	Prix total par article (col. 5x6)
<i>livraison [insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire DDP par article]</i>	<i>[insérer le prix total par article]</i>
Prix total						<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

## Formulaire de prix des Fournitures fabriquées en dehors du pays de livraison, déjà importées

(Offres du Groupe C, fournitures déjà importées)					Date : _____	
Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS					AOI No : _____	
					Avis d'Appel d'Offres No : _____	
					Variante No : _____	
					Page _____ de _____	
1	2	3	4	5	6	7
Article No.	Description des Fournitures	Pays d'origine	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire DDP en conformité avec IS 14.8(c) (i)	Prix total par article (col 5x6)
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire pour l'article]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>
					Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

## Formulaire de prix des Fournitures fabriquées dans le pays de livraison,

Pays de l'Acheteur : _____		(Offres du Groupe A et B)  Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS			Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offres No : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____	
1	2	3	4	5	8	
Article No.	Description des Fournitures	Date de livraison au lieu de destination convenu	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire DDP	Prix total par article (Col.4x5)	
<i>[insérer le No de l'article]</i>	<i>[Insérer l'identification de la fourniture]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire DDP]</i>	<i>[insérer le prix total pour l'article]</i>	
* Uniquement si la préférence nationale est applicable				Prix total	<i>[insérer le prix total]</i>	

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

## Formulaire de prix et calendrier d'exécution des services connexes

Monnaie de l'Offre en conformité avec la clause 15 des IS					Date : _____ AOI No : _____ Avis d'Appel d'Offres No : _____ Variante No : _____ Page _____ de _____		
1	2	3	4	5	6	7	8
Service No.	Description des services (à l'exception du transport terrestre et autres services nécessaires dans le pays de l'Acheteur pour acheminer les Fournitures vers leur lieu de destination)	Pays d'origine	Date de livraison ou lieu de destination finale	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire net de droits de douanes et taxes en conformité avec IS 14.8(d) (i)	Droits de douanes et autres taxes par service payables si le Marché est attribué (conformément à l'article 14.8(d)(ii) des IS	Prix total par service net de droits de douanes et taxes (col.5 x col.6)
<i>[insérer le No du service]</i>	<i>[Insérer le nom des services]</i>	<i>[insérer le pays d'origine]</i>	<i>[insérer la date de livraison offerte par service]</i>	<i>[insérer la quantité et l'identification de l'unité de mesure]</i>	<i>[insérer le prix unitaire par article]</i>	<i>[insérer les droits de douanes et autres taxes d'importations payables si le Marché est attribué]</i>	<i>[insérer le prix total par article]</i>
Prix total						<i>[insérer le prix total]</i>	

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]* Signature *[insérer signature]*, Date *[insérer la date]*

## Formulaire de Garantie de Soumission (garantie bancaire)

AOI No : \_\_\_\_\_  
 Garant \_\_\_\_\_ [Nom et adresse de l'AFD émettrice et code SWIFT]  
 Bénéficiaire : \_\_\_\_\_ [Insérer le nom et l'adresse de l'Acheteur]  
 Date : \_\_\_\_\_ [Insérer la date d'émission]  
 Garantie de Soumission No : \_\_\_\_\_ [insérer le numéro de référence de la garantie]

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [insérer le nom du Soumissionnaire, et en cas de groupement, insérer le nom du groupement (légalement constitué ou en voie de constitution), ou les noms de ses membres] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a soumis ou a l'intention de soumettre au Bénéficiaire une Offre (ci-après dénommée « l'Offre») pour l'exécution de \_\_\_\_\_ [insérer la description des fournitures et services connexes] et a déposé sa Soumission au titre de l'Appel d'Offres international (AOI) No \_\_\_\_\_.

Nous comprenons qu'en vertu des conditions du Bénéficiaire, les Offres doivent être accompagnées d'une Garantie de Soumission.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres] à la réception de la première demande présentée par le Bénéficiaire; votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

- a) A retiré son Offre pendant la période de validité de l'Offre qu'il a spécifiée dans le Formulaire de Soumission (« période de validité de l'Offre»), ou pendant toute prolongation de la période de validité de l'Offre qu'il aura accordée ; ou bien
- b) S'étant vu notifier l'acceptation de son Offre par le Bénéficiaire pendant la période de validité de l'Offre ou toute prolongation qu'il aura accordée :
  - Ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
  - Ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux Soumissionnaires (« IS ») des Documents d'Appel d'Offres.

La présente garantie expire :

- (a) Si le marché est attribué au Donneur d'ordre, lorsque nous recevons une copie du marché signé par le Donneur d'ordre et de la garantie de bonne exécution du marché émise au nom du Bénéficiaire, selon les instructions du Donneur d'ordre ; ou
- (b) Si le marché n'est pas attribué au Donneur d'ordre, à la première des dates suivantes :
  - La date à laquelle nous recevons copie de la notification du Bénéficiaire au Donneur d'ordre du résultat de l'Appel d'Offres, ou
  - Vingt-huit (28) jours suivant l'expiration du délai de validité de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue au plus tard à cette date et à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_ [Signature]

## **Formulaire de Déclaration de Garantie de Soumission**

Non applicable.

## Modèle d'Autorisation du Fabricant

Date : \_\_\_\_\_

AOI No :

Avis d'Appel d'Offres No : \_\_\_\_\_

Variante No :

A : *[nom de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

*[nom du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse de l'Agent]* à présenter une Offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour les fournitures suivantes fabriquées par nous : *[insérer le nom et le descriptif des fournitures]*.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 28 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

---

*[signature pour et au nom du Fabricant]*

*[Note : La présente lettre doit être présentée sur entête de lettre du Fabricant et signée par une personne dûment habilitée pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans l'Offre du Soumissionnaire, si cela est demandé dans les DPAO.]*

## Section V. Critères d'éligibilité

### Eligibilité en matière de passation des marchés financés par l'AFD :

1. Les financements octroyés par l'AFD sont totalement déliés depuis le 1er janvier 2002. A l'exception des cas d'embargo des Nations-Unies, de l'Union Européenne, ou de la France, l'AFD finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l'attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l'origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peuvent être attributaires d'un marché financé par l'AFD les candidats (y compris leurs fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants éventuels ainsi que tous les membres d'un groupement) qui, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d'une proposition ou lors de l'attribution du marché :
  - 2.1 Sont en état ou font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2 ont fait l'objet :
    - a. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du présent marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
    - b. d'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel le candidat est établi, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
    - c. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.3 Figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4 ont fait l'objet d'une résiliation prononcée à leurs torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de leur part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à leurs torts exclusifs ;
  - 2.5 n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où le candidat est établi ou celles du pays de l'Acheteur ;
  - 2.6 Sont sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et

figurent à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>, sous réserve d'informations complémentaires que les candidats jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;

- 2.7 ont produit de faux documents ou se sont rendus coupables de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par l'Acheteur dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du marché.
  
3. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu'ils puissent établir (i) qu'ils jouissent de l'autonomie juridique et financière, et (ii) qu'ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d'établir, à la satisfaction de l'AFD, (i) qu'ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu'ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu'ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu'en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu'ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l'objet d'une procédure de faillite.

# Section VI. Règles de l'AFD : Pratiques prohibées – Responsabilité Environnementale et Sociale

## 1 Pratiques frauduleuses et de corruption

L'Acheteur, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d'éthique les plus rigoureuses durant la passation et l'exécution des marchés. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, l'Acheteur peut également être dénommé Client ou Maître d'Ouvrage.

En signant la Déclaration d'Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants déclarent (i) qu'ils n'ont commis aucun acte susceptible d'influencer le processus d'attribution du marché au détriment de l'Acheteur et notamment qu'aucune pratique anticoncurrentielle n'est intervenue et n'interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

L'AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu'elle finance contiennent une disposition requérant des fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants qu'ils autorisent l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

L'AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

- a) Rejeter la proposition d'attribution d'un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l'obtention de ce marché ;
- b) Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Acheteur, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous-traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Acheteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l'AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer l'AFD lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d'application de la présente disposition, l'AFD définit comme suit les expressions suivantes :

- a) La Corruption d'Agent Public est :
  - Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
  - Le fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- b) La notion d'Agent Public inclut :

- Toute personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l'État de l'Acheteur), indépendamment du fait que cette personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire de son mandat, qu'il soit rémunéré ou non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu'elle occupe ;
  - Toute autre personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d'État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
  - Toute autre personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays de l'Acheteur.
- c) La Corruption de Personne Privée désigne :
- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute personne autre qu'un agent public, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte ;
  - Le fait pour toute personne autre qu'un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- d) La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou règlementaires et/ou violer des règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- e) Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
- Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
  - Toute exploitation abusive par une personne ou un groupe de personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
  - Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une personne ou l'un de ses produits.

## **2 Responsabilité Environnementale et Sociale**

Afin de promouvoir un développement durable, l'AFD souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs,

consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s'engager, sur la base de la Déclaration d'Intégrité, à :

- a) Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le marché, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;
- b) Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par l'Acheteur.

# **DEUXIÈME PARTIE**

## **Exigences relatives aux Fournitures**

# **Section VII. Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques**

## **Table des matières**

<b>1. Liste des Fournitures et Calendrier de Livraison.....</b>	<b>75</b>
<b>2. Liste des Services Connexes et Calendrier d’Achèvement.....</b>	<b>81</b>
<b>3. Spécifications Techniques .....</b>	<b>82</b>
<b>4. Plans .....</b>	<b>126</b>
<b>5. Inspections et Essais.....</b>	<b>127</b>

## 1. Liste des Fournitures et Calendrier de Livraison

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
1	Automate d'électrophorèse	1	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
2	Automate pour analyses spécifiques	1	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
3	Automate de Numération et Formule Sanguine	1	Unité	Laboratoire d'hématologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
4	Automate de Biochimie de routine (iono, hémato, lip, crp, fer, ...)	2	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
5	Automate hémostase	1	Unité	Laboratoire d'hématologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
6	Centrifugeuse à plaque 2x96 puits sur plaques de type PCR	1	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
7	Centrifugeuse de paillasse pour concentration des selles, 8x15ml	1	Unité	Laboratoire de Myco Parasito du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
8	PSM de type II A2 120 cm de large	2	Unité	Laboratoire de Myco Parasito et Laboratoire de bactériologie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
9	Balance précision avec cage de pesée, résolution 220g/0,0001g	1	Unité	Laboratoire de Myco Parasito du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
10	Réfrigérateurs 500L	6	Unité	LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
11	Centrifugeuse réfrigérée avec rotor de cryotube 1,5 ml	1	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
12	Micropipettes répétitives de 10 à 300 ul	2	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
13	Micropipettes multicanaux 5 à 50ul	2	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
14	Centrifugeuse de paillasse pour tubes de plvts sanguins 5ml, 20x5ml	2	Unité	Salle de pré-analytique	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
15	Centrifugeuse de paillasse, capacité 6x 50ml	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
16	Agitateur khan pour flacons 6x 50ml	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
17	Coagulateur à trou pour milieu Lowenstein-Jensen	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
18	Distillateur 8L/h avec réservoir de 16L	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
19	Microscope + caméra + objectif x50	3	Unité	Laboratoire d'hématologie & Labo de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
20	Etuve 80 L	2	Unité	Laboratoire de bactériologie et Laboratoire de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
21	Plaque chauffante magnétique plateau de 200x200 1000 W	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
22	Bec électrique stérilisateur	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
23	Desktop avec écran, clavier, souris	14	Unité	Tous	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
24	Jarre anaérobie	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
25	Boîtes de Petri stériles jetables (plastique) rondes 90 mm x500	10	Unité	Laboratoire de bactériologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
26	Pipettes simples 100 à 1000ul	6	Unité	Laboratoire de virologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
27	Pipettes simples 5 à 50ul	2	Unité	Laboratoire de biochimie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
28	Pipettes simples 10 à 300ul	2	Unité	Laboratoire de biochimie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
29	Bain marie 5L	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Date de Livraison (conformément à Incoterms)		
					Date de Livraison au plus tôt au lieu de destination convenu	Date de Livraison au plus tard au lieu de destination convenu	Date de Livraison au lieu de destination convenu proposée par le Soumissionnaire [à communiquer par le Soumissionnaire]
30	Kit de matériel de prélèvement (scalpels, curette dermato, pince à ongles)	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
31	Lampe de Wood	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
32	Cahier de mycologie médicale	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
33	Etiqueteuse à code barre	1	Unité	Laboratoire de virologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
34	Compteur manuel cytologie mécanique	2	Unité	Laboratoire d'hématologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	
35	Chambre de comptage double de TYPE MALASSEZ	2	Unité	Laboratoire de bactériologie	30 jours après signature du marché	120 jours maximum après signature du marché	

## 2. Liste des Services Connexes et Calendrier d'Achèvement

Service	Description du Service	Quantité <sup>11</sup>	Unité de Mesure	Endroit où les services seront effectués	Date(s) d'Achèvement des Services
1	Livraison des équipements	35	Unité	Tous laboratoires	120 jours maximum après signature du marché
2	Installation et mise en service	35	Unité	Tous laboratoires	Sous 7 jours après livraison
3	Formation du personnel utilisateur	N/A	N/A	En fonction des équipements	Sous 10 jours après livraison
4	Remise de la documentation technique complète	N/A	N/A	Tous équipements	A la livraison
5	Garantie / Maintenance préventive	N/A	N/A	Tous équipements	Durée : 12 mois minimum
6	Assistance à la validation des performances	N/A	N/A	Equipements répertoriés	Durant mise en service

<sup>11</sup> Si applicable

### 3. Spécifications Techniques

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
1	Automate d'électrophorèse	1	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	<p>Système d'électrophorèse sur gel automatisé  Type : migration, coloration, lavage et lecture sur le même appareil  Technologie : Électrophorèse sur gel d'agarose; interface Phoresis Core + module ASSIST optionnel  Domaines d'application : &gt; 60 programmes: protéines sériques/urinaires, immunofixation (IF), hémoglobines, isoenzymes, lipoprotéines, A1AT, CSF, etc.  Échantillons par gel : 1 à 54 (selon appliqués/micropores)  Gels simultanés : Jusqu'à 3 gels (migration, coloration, lecture)  Débit : Jusqu'à ~108 tests/h (protéines), ~17 tests/h (immunofixation), ~162 protéines/h  Temps de lecture : ~40 secondes par gel de 54 échantillons  Contrôle de température : Peltier intégré : régulation rapide et précise  Interface utilisateur : Écran LCD tactile, programmation personnalisable  Traçabilité : Compatibilité avec module ASSIST + logiciel Phoresis pour ID échantillons, base SQL, validation multi-utilisateurs  Dimensions (approx.) : Encombrement compact</p>	Oui	Oui	<p>Garantie ≥24 mois  Maintenance préventive &amp; curative une fois par an pendant 2 ans  Pièces détachées disponibilité 5 ans</p>

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					(adapté aux paillasses standards) Connectivité : USB, LAN, intégrable LIS Accessoires & réactifs : Gels (2 tailles), applicateurs jetables (6–18 puits), réactifs de coloration, kits IF, gels spécialisés (Hb, A1AT, CSF...) Logiciel de gestion résultats, interprétation, base de données Maintenance & ergonomie : Compact, facile à entretenir, menus & programmes flexibles Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz Certifications : Marquage CE, conformité IVD (selon réglementation)			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
2	Automate pour analyses spécifiques	1	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	<p>Système d'immunoessais par chimiluminescence (CLIA)  Technologie de mesure ALP-AMPPD (lampe à base d'alcaline phosphatase)  Débit nominal : Jusqu'à 180 tests/heure  Positions échantillons 50 (chargement continu + priorisation STAT)  Positions réactifs : 15 (carrusel réfrigéré 2-8°C, mélange en continu)  Volume d'échantillon : 10-200 µL, incréments de 1µL  Dilution automatique : Ratio 1:2 à 1:40  Cuvettes : 88 par plateau, 2 plateaux simultanés  Séparation magnétique : 3 phases, température régulée 37±0,3°C  Détection &amp; lecture : Photomultiplicateur à comptage de photons, LED calibrée  Waste : Conteneur déchets intégré (~200 cuvettes)  Interface &amp; logiciel : Ecran, interface unique, gestion consommables  Connexion : USB, LAN, LIS intégrable  Dimensions : 860 × 740 × 560mm (L×P×H)  Alimentation électrique : 220-240 V, 50-60 Hz, 500VA</p>	Oui	Oui	Garantie ≥24 mois Maintenance préventive & curative une fois par an pendant 2 ans Pièces détachées disponibilité 5 ans

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
3	Automate de Numération et Formule Sanguine	1	Unité	Laboratoire d'hématologie	<p>Automate d'hématologie</p> <p>Technologie de comptage : SF Cube (cytométrie de flux 3D) pour WBC 6-part diff + NRBC; impédance DC pour RBC et PLT; HGB sans cyanure</p> <p>Paramètres reportés : 29 paramètres pour le sang total (WBC, RBC, HGB, HCT, PLT, NRBC, etc.) et 7 pour les liquides biologiques</p> <p>Paramètres de recherche : 20 paramètres avancés incluant HFC#, InR#, NLR, Micro#, etc.</p> <p>Débit : Jusqu'à 110 échantillons/heure (sang total + DIFF); 40 échantillons/heure (liquides biologiques)</p> <p>Capacité de chargement : Jusqu'à 50 tubes</p> <p>Volume d'échantillon requis : 80µL (tube fermé), 35µL (capillaire fermé), 20µL (prédilué), 85µL (liquides)</p> <p>Précision (CV) : WBC ≤2,5%; RBC ≤1,5%; HGB ≤1,0%; HCT ≤1,5%; PLT ≤4,0%</p> <p>Carry-over : ≤1% pour tous les paramètres</p> <p>Plages de linéarité : WBC 0–500×10<sup>9</sup>/L, RBC 0–8,6×10<sup>12</sup>/L, HGB 0–260g/L, HCT 0–75%, PLT 0–5000×10<sup>9</sup>/L</p> <p>Analyse de liquides : sang, liquides – péritonéaux, pleuraux, céphalorachidiens</p> <p>Logiciel interface : Écran tactile, puce PC / logiciel &amp; prise en charge LIMS via USB/LAN</p> <p>Stockage des résultats</p> <p>Plage environnementale : Température : 15–32°C, humidité : 30–85% RH</p>	Oui	Oui	<p>Garantie ≥24 mois</p> <p>Maintenance préventive &amp; curative une fois par an pendant 2 ans</p> <p>Pièces détachées disponibilité 5 ans</p>

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz Maintenance : Nettoyage quotidien facilité ; programme de protection automatique			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
4	Automate de Biochimie de routine (iono, hémato, lip, crp, fer, ...)	2	Unité	Laboratoire de biochimie du LNR	<p>Analyseur de biochimie automatisé type random-access  Débit analytique : 240 tests/heure ; +480 tests/h avec module ISE optionnel (Na, K, Cl, Li)  Chargement continu : possibilité de gestion STAT sur tout emplacement  Positions échantillons : Jusqu'à 50 (tube primaire, gobelet, contrôles/calibreurs)  Positions réactifs : 60 positions réfrigérées – système retenu même hors tension  Volumes : Échantillon: 2–100µL; Réactif: 2–350µL; Volume de réaction: 220–350µL  Cuvettes : 50 cuvettes longue durée, lavage interne/externe automatique  Lecture &amp; filtres Halogène + fibre optique ; 9 filtres (340–700nm)  Types de méthodes : Point final, cinétique, bichromatique, immunoturbidimétrie, multistandards  Interface &amp; connectivité : Écran tactile, compatibilité LIS (XML, CSV, bidirectionnelle), lecteur code-barres en option  Eau &amp; maintenance : &lt;2L/h consommés, lavage cuvette automatique, faible entretien  Options ISE : Module ionique optionnel pour Na, K, Cl, Li =&gt; +480 tests/h  Logiciel &amp; QC : Interface intuitive, multilingue, Levey-Jennings + règles Westgard  Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz</p>	Oui	Oui	<p>Garantie ≥24 mois  Maintenance préventive &amp; curative une fois par an pendant 2 ans  Pièces détachées disponibilité 5 ans</p>

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
5	Automate hémotase	1	Unité	Laboratoire d'hématologie	<p>Analyseur automate. de coagulation — système ouvert random-access            Canaux de lecture : 8 canaux optiques (chromogénique/immunologique)            Débit : <math>\approx</math>110 tests/heure (mode PT, APTT, FIB)            Positions échantillons : 32 positions (tubes primaires ou gobelets)            Positions réactifs : 16 positions + 4 pour contrôles/calibreurs            Automatisation : Chargement continu, gestion des STAT, ré-run auto            Volume mort réactif : Très faible (0,2mL) pour économie de consommables            Modes analysés : Chronométrique, chromogénique, immunologique (PT, APTT, TT, Fibrinogène, D-Dimers...)            Températures : Cuve à <math>37\pm 0,8^{\circ}\text{C}</math>, réactifs à <math>17-22^{\circ}\text{C}</math>            Détection : 2 longueurs d'onde (405nm &amp; 620nm)            Capacité racks : Racks cuvettes jusqu'à 464 tests            Lecteur code-barres            Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz            Alarmes &amp; fiabilité : Alarmes visuelles/acoustiques, contrôle signal permanent            Connectivité : Export résultats, imprimante, intégration LIS</p>	Oui	Oui	<p>Garantie <math>\geq</math>24 mois            Maintenance préventive &amp; curative une fois par an pendant 2 ans            Pièces détachées disponibilité 5 ans</p>

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
6	Centrifugeuse à plaque 2x96 puits sur plaques de type PCR	1	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	<p>Capacité : 2 plaques de 96 puits (compatibles PCR, jupe basse, semi-jupe ou sans jupe)  Type de rotor : Rotor fixe pour microplaques  Vitesse maximale : <math>\geq 3\,200</math> tours/min (rpm), réglable par palier de 100 rpm  Force centrifuge (RCF) : <math>\geq 1\,000 \times g</math>  Réglage du temps : Programmable, 1 s à 99 min ou mode continu  Affichage : Écran numérique ou LCD avec affichage de la vitesse, temps et RCF  Démarrage / arrêt doux : accélération et freinage progressifs pour éviter projection de liquide  Dimensions compactes, <math>\leq 30 \times 35 \times 30</math> cm (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H)  Niveau sonore : <math>\leq 60</math> dB en fonctionnement normal  Sécurité : Couvercle avec verrouillage automatique, détection de déséquilibre  Compatibilité électrique : 220–240 V, 50–60 Hz (multi-tension automatique)  Certifications : CE / ISO 13485 / marquage IVD  Accessoires fournis : 1 rotor pour 2 plaques PCR ; manuel en français ; câbles d'alimentation ; fusibles</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
7	Centrifugeuse de paillasse pour concentration des selles, 8x15ml	1	Unité	Laboratoire de Myco Parasito du LNR	<p>Centrifugeuse de paillasse à rotor fixe ou basculant (selon méthode utilisée)            Capacité : 8 tubes de 15mL (type Falcon ou conique plastique/verre)            Vitesse maximale : <math>\geq 4\ 000</math> tours/min (rpm)            RCF (Force centrifuge relative) : <math>\geq 2\ 500 \times g</math>            Réglage de la vitesse de 500 à 4 000 rpm par paliers de 100 rpm            Réglage du temps programmable, de 0 à 60 minutes            Rotor fermé ou basculant, avec adaptateurs pour tubes 15mL            Fonction de freinage avec arrêt doux pour éviter agitation des matières fécales            Sécurité : Couvercle avec verrouillage automatique ; arrêt en cas d'ouverture            Équilibrage : Détection automatique de déséquilibre ; fonctionnement silencieux            Matériaux : Corps en acier peint ou ABS renforcé, cuve inox ou aluminium            Dimensions : <math>\leq 45 \times 45 \times 30</math> cm (paillasse standard)            Poids &lt; 20kg            Niveau sonore <math>\leq 60</math> dB            Alimentation 220–240 V, 50 Hz            Certifications : CE / ISO 13485 / conformité IVD (si applicable)            Accessoires livrés : Rotor 8 <math>\times</math> 15mL, adaptateurs si nécessaire, manuel en français, câbles d'alimentation</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
8	PSM de type II A2 120 cm de large	2	Unité	Laboratoire de Myco Parasito et Laboratoire de bactériologie du LNR	Poste de Sécurité Microbiologique Type II / Plan de travail 120cm de large	Oui	Oui	Oui 2 ans. Ainsi qu'une maintenance préventive annuelle sur 2 ans + Une maintenance curative sur 2 ans

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
9	Balance précision avec cage de pesée, résolution 220g/0,0001g	1	Unité	Laboratoire de Myco Parasito du LNR	<p>Balance analytique de laboratoire avec cage de pesée (pare-brise en verre)            Capacité maximale : 220 g            Résolution / Précision : 0,0001 g (0,1 mg)            Justesse : <math>\pm 0,2</math> mg ou mieux            Répétabilité : <math>\leq 0,1</math> mg            Temps de stabilisation : <math>\leq 5</math> secondes            Système de calibration : Calibration interne motorisée ou possibilité de calibration externe            Affichage : Écran LCD ou digital haute visibilité, rétroéclairé            Plateau de pesée : Acier inoxydable, diamètre <math>\geq 80</math> mm            Pare-brise / cage de pesée : Oui, avec 3 portes coulissantes (gauche, droite, dessus)            Interfaces : RS232 ou USB pour connexion PC / imprimante            Unités de mesure : g, mg, ct, oz, etc. (unités multiples sélectionnables)            Fonctions intégrées : Tare automatique, pesée différentielle, comptage de pièces, pesée dynamique            Conditions d'utilisation : Température ambiante 15–30°C ; humidité &lt; 80 %            Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz, adaptateur secteur inclus            Consommation : Faible (&lt; 20 W)            Dimensions (L×P×H) : Environ 35 × 40 × 35 cm (ou compact)</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Certifications : CE, ISO 9001, éventuellement conformité ISO/GLP Accessoires fournis : Câble secteur, manuel en français, cloche de protection, logiciel ou pilote si applicable			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
10	Réfrigérateurs 500L	6	Unité	LNR	<p>Réfrigérateur de laboratoire vertical, pose libre, simple compartiment (non combiné)            Capacité nette utile : <math>\geq 500</math> litres            Plage de température : <math>+2^{\circ}\text{C}</math> à <math>+8^{\circ}\text{C}</math> réglable, avec point de consigne à <math>+4^{\circ}\text{C}</math>            Type de régulation : Régulation électronique avec affichage digital ou écran LCD            Uniformité de température : <math>\pm 2^{\circ}\text{C}</math> max dans tout le compartiment            Système de refroidissement : Froid ventilé            Système de dégivrage : Automatique ou semi-automatique            Nombre d'étagères : <math>\geq 5</math> étagères réglables en hauteur (fil métallique ou verre trempé)            Matériau intérieur : PVC ou ABS haute résistance, facile à désinfecter            Porte(s) : 1 porte pleine, isolée, avec serrure à clé            Alarme(s) : Sonore et visuelle : alarme de température haute/basse, porte ouverte, panne secteur            Température ambiante max. : Fonctionnement garanti jusqu'à <math>+32^{\circ}\text{C}</math> (classe climatique tropicale T ou SN-T)            Dimensions : <math>\leq 80 \times 80 \times 200</math> cm (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H)            Consommation électrique : Faible, <math>\leq 2</math> kWh/24h            Alimentation : 220–240V / 50–60Hz            Batterie de secours alarme : Oui, <math>\geq 12</math> h en cas de coupure de courant            Affichage température externe : Obligatoire, lisible à</p>	Non	Non	$\geq 2$ ans (pièces et main-d'œuvre)

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					distance Certifications : CE, ISO 13485 ou conformité aux directives médicales si utilisé pour produits de santé Accessoires fournis : Clé, 5 étagères, manuel en français, prise EU			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
11	Centrifugeuse réfrigérée avec rotor de cryotube 1,5 ml	1	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	<p>Centrifugeuse de paillasse réfrigérée, de laboratoire, pour microtubes / cryotubes            Capacité du rotor : <math>\geq 24</math> tubes de 1,5 ml (ou 2,0 ml)            Vitesse maximale : <math>\geq 14\ 000</math> rpm            Force centrifuge relative (RCF) : <math>\geq 20\ 000 \times g</math>            Réfrigération avec compresseur intégré            Plage de température : De <math>-10^{\circ}\text{C}</math> à <math>+40^{\circ}\text{C}</math>, réglable par pas de <math>1^{\circ}\text{C}</math>            Précision température : <math>\pm 2^{\circ}\text{C}</math>            Réglage du temps : Programmable, 1 s à 99 min ou mode continu            Rotor fourni : Rotor fixe (angle <math>45^{\circ}</math>) pour cryotubes 1,5 ml ; adaptateurs si besoin            Matériau du rotor : Aluminium ou alliage résistant à la corrosion            Affichage : Écran LCD ou LED avec affichage de la vitesse, temps, température et RCF            Sécurité : Verrouillage automatique du couvercle, détection de déséquilibre, arrêt automatique            Dimensions (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H) : Environ <math>\leq 50 \times 60 \times 40</math> cm (adaptée à une paillasse)            Niveau sonore : <math>\leq 60</math> dB            Alimentation électrique : 220–240 V, 50/60 Hz            Certifications : CE, ISO 13485, conformité IVD ou équivalent            Accessoires inclus : Rotor 1,5 ml (24 ou 30 tubes), adaptateurs si nécessaires, manuel en français</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
12	Micropipettes répétitives de 10 à 300 ul	2	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	Micropipette répétitives réglable en volume 10-300µl avec éjecteur de cône	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre
13	Micropipettes multicanaux 5 à 50ul	2	Unité	Laboratoire de Virologie du LNR	Micropipette multicanaux réglable en volume 5-50µl avec éjecteur de cône	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre
14	Centrifugeuse de paillasse pour tubes de plvts sanguins 5ml, 20x5ml	2	Unité	Salle de pré-analytique	Type : Centrifugeuse de paillasse réfrigérée Capacité du rotor : $\geq 20$ tubes de 5 ml (type vacutainer ou équivalent) Compatibilité tubes : Tubes coniques ou droits de 5 ml ( $\varnothing \sim 13$ mm, longueur $\sim 75$ mm) Type de rotor : Rotor basculant ou à angle fixe avec adaptateurs pour tubes 5 ml Vitesse maximale : $\geq 4\,000$ tours/min (rpm) Force centrifuge relative (RCF) : $\geq 2\,000 \times g$ Réglage de la vitesse de 500 à 4 000 rpm, réglable par pas de 100 rpm ou moins Réglage du temps : Programmable, de 1 à 60 minutes Affichage : Écran LED ou LCD affichant le temps et la vitesse Sécurité : Couvercle avec verrouillage automatique, Détection de déséquilibre, Arrêt automatique à l'ouverture Freinage : Automatique, progressif (frein doux recommandé pour éviter l'hémolyse) Niveau sonore : $\leq 60$ dB Dimensions (L $\times$ P $\times$ H) : $\leq 45 \times 50 \times 35$ cm (compact, pose paillasse)	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Matériau cuve et rotor : Cuve en acier inox ou revêtement anticorrosion ; rotor en aluminium ou composite Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz Certifications : CE, ISO 13485, conformité IVD (In Vitro Diagnostic) ou équivalent Accessoires livrés : Rotor pour 20 tubes de 5 ml, adaptateurs si nécessaires, câble secteur, manuel en français			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
15	Centrifugeuse de paillasse, capacité 6x 50ml	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	<p>Centrifugeuse de paillasse non réfrigérée (ou réfrigérée selon contexte)            Capacité du rotor : <math>\geq 6</math> tubes de 50 ml coniques (type Falcon ou équivalent)            Type de rotor : Rotor à angle fixe ou pivotant (selon usage), avec adaptateurs 50 ml fournis            Matériau du rotor : Aluminium anodisé ou composite résistant à la corrosion            Vitesse maximale : <math>\geq 5\ 000</math> tours/min (rpm)            Force centrifuge relative (RCF) : <math>\geq 4\ 000 \times g</math>            Réglage de la vitesse de 500 à 5 000 rpm, avec affichage digital            Réglage du temps : Programmable, 1 à 60 minutes (ou plus)            Affichage : Écran LCD ou LED : vitesse, temps, état du couvercle            Sécurité : Verrouillage automatique du couvercle, Arrêt automatique si déséquilibre, Couvercle résistant            Niveau sonore : <math>\leq 60</math> dB            Dimensions (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H) : <math>\leq 50 \times 60 \times 40</math> cm (compact, paillasse standard)            Poids : <math>\leq 25</math> kg            Fonction freinage : Automatique avec freinage contrôlé            Matériau de la cuve : Inox ou polypropylène renforcé, résistant aux déversements            Alimentation électrique : 220–240 V, 50–60 Hz            Certifications : CE, ISO 13485, conformité IVD (le</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					cas échéant) Accessoires fournis : Rotor 6 × 50 ml, adaptateurs 15 ml (si compatibles), câble secteur, manuel en français			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
16	Agitateur khan pour flacons 6x 50ml	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	<p>Agitateur de type Khan            Nombre de positions : 6 positions pour flacons de 50 ml            Type de mouvement : Mouvement rotatif oscillant ou orbital horizontal (mouvement de type « khan »)            Amplitude de rotation : <math>\pm 3</math> mm à <math>\pm 5</math> mm (selon modèle)            Vitesse de rotation : Réglable de 50 à 150 tours/min (tpm)            Mode de réglage : Réglage manuel ou électronique (potentiomètre ou écran digital selon modèle)            Plateau : Surface antidérapante ou équipée de pinces / supports pour flacons 50 ml            Compatibilité flacons : Flacons coniques ou droits de 50 ml ; surface adaptée pour tubes similaires            Minuterie avec timer 0–60 minutes ou mode fonctionnement continu            Dimensions : <math>\leq 30 \times 30 \times 15</math> cm (compact, paillasse)            Structure : Châssis en métal peint ou acier inoxydable            Pieds antidérapants, amortisseurs de vibrations            Niveau sonore : <math>\leq 50</math> dB (fonctionnement silencieux)            Alimentation : 220–240 V / 50–60 Hz, câble secteur avec prise européenne            Certification : CE, ISO 13485 ou conformité aux normes de sécurité électrique EN/IEC            Accessoires livrés : Appareil complet, supports pour flacons, manuel utilisateur en français</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
17	Coagulateur à trou pour milieu Lowenstein-Jensen	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	<p>Coagulateur à trou pour tubes de milieu LJ (type incliné)            Capacité : <math>\geq 48</math> tubes (diamètre <math>\sim 16</math> mm, longueur <math>\sim 150</math> mm) ou spécifiée selon modèle            Disposition des trous : Support incliné avec fentes ou trous circulaires pour maintenir les tubes en pente            Inclinaison plateau : Environ <math>5</math> à <math>20^\circ</math> selon standard de coagulation des milieux LJ            Plage de température : <math>40^\circ\text{C}</math> à <math>100^\circ\text{C}</math> réglable            Précision de température : <math>\pm 1^\circ\text{C}</math>            Homogénéité thermique : <math>\leq \pm 1,5^\circ\text{C}</math> sur l'ensemble du plateau            Contrôle de température : Thermostat électronique ou mécanique fiable            Type de chauffage : Résistances électriques à conduction ou à air forcé            Affichage : Thermomètre intégré ou écran digital (selon modèle)            Sécurité : Arrêt automatique en cas de surchauffe, Protection thermique            Matériaux de fabrication : Chambre et plateau en acier inoxydable ou aluminium traité            Isolation thermique : Double paroi avec isolation pour éviter les pertes de chaleur            Porte(s) : Avec ou sans couvercle en verre ou métal (selon modèle), ouverture frontale ou supérieure            Dimensions (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H) : Variable selon la capacité (ex. <math>70 \times 45 \times 25</math> cm pour 48 tubes)</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Alimentation électrique : 220–240 V, 50–60 Hz Certifications : CE, ISO 13485, conformité avec les normes électriques en vigueur Accessoires fournis : Support tubulaire incliné intégré, câble secteur, manuel d'utilisation en français			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
18	Distillateur 8L/h avec réservoir de 16L	1	Unité	Laboratoire de Mycobactérie	<p>Distillateur d'eau de paille</p> <p>Capacité de distillation : <math>\geq 8</math> litres/heure</p> <p>Capacité du réservoir : <math>\geq 16</math> litres d'eau distillée</p> <p>Qualité de l'eau produite : Conductivité <math>\leq 1 \mu\text{S/cm}</math> (eau distillée mono ou bidistillée selon le système)</p> <p>Matériaux en contact avec l'eau : Acier inoxydable (cuve de chauffe, condenseur), silicone médical ou verre borosilicaté</p> <p>Système de chauffage : Résistance électrique blindée en inox ou chauffage par bain-marie</p> <p>Alimentation en eau : Eau du robinet sous pression (1 à 5 bars), raccord standard</p> <p>Consommation d'eau brute : Environ 1 L/min (à préciser selon modèle)</p> <p>Contrôle de fonctionnement : Automatique, avec interrupteur marche/arrêt</p> <p>Sécurité : Arrêt automatique en cas de manque d'eau ou de surchauffe, Thermostat de sécurité</p> <p>Refroidissement : Refroidissement à eau (circulation continue)</p> <p>Dimensions (L <math>\times</math> P <math>\times</math> H) : <math>\leq 50 \times 40 \times 60</math> cm</p> <p>Poids : <math>\leq 25</math> kg</p> <p>Alimentation électrique : 220–240 V, 50–60 Hz, puissance : 3 à 5 kW</p> <p>Accessoires fournis : Tuyaux d'entrée/sortie, réservoir de 16 L, robinet de soutirage, support</p> <p>Certifications : CE, ISO 13485, conformité aux normes électriques IEC</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
19	Microscope + caméra + objectif x50	3	Unité	Laboratoire d'hématologie	<p>Microscope optique biologique à lumière transmise Tête du microscope : Binoculaire ou trinoculaire, inclinée à 30°, rotative à 360°, avec tube pour caméra Système optique : Optique corrigée à l'infini (ICS) ou équivalent Objectifs : 4 objectifs achromatiques (ou plan-achromatiques) : ×4, ×10, ×40, ×50 (ou ×100 à immersion) Objectif x50 : Plan-achromatique 50×, à sec, rapport de travail adapté pour analyse fine Oculaires : Grand champ WF 10×, champs ≥ 18 mm, paire d'oculaires avec réglage dioptrique Révolver porte-objectifs : Quadruple ou quintuple, monté sur roulement à billes Condenseur : Abbe N.A. 1,25 avec diaphragme iris et porte filtre Mise au point : Double commande coaxiale : macro et micrométrique avec butée de sécurité Platine : Mécanique, double translation, graduée, avec vernier, taille min. 140 × 135 mm Source lumineuse : LED blanche 3–5 W, durée de vie ≥ 50 000 h, intensité réglable Caméra numérique : ≥ 5 mégapixels, USB 3.0, compatibilité Windows/Linux, logiciel de capture/analyse inclus Résolution caméra : ≥ 1920 × 1080 pixels, possibilité de capture photo et vidéo Connexion : USB 3.0 ou HDMI selon modèle</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Logiciel fourni : Logiciel d'acquisition et de traitement d'image, compatible Windows, multilingue Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz, adaptateur secteur inclus Accessoires fournis : Housse de protection, huile d'immersion (si objectif x100), câble USB, manuel en français Certifications : CE, ISO 13485, conformité EN 61010-1 (sécurité des instruments de laboratoire)			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
20	Etuve 80 L	2	Unité	Laboratoire de bactériologie et Laboratoire de myco parasito	<p>Étuve de séchage et de stérilisation à chaleur sèche (convection naturelle ou forcée)            Volume utile : 80 litres <math>\pm</math> 5 %            Plage de température : Température ambiante +5 °C à au moins 250 °C            Précision de régulation <math>\pm</math> 1 °C à 100 °C, <math>\pm</math> 2 °C à 200 °C            Homogénéité de température : <math>\leq \pm</math> 2 °C sur toute la chambre            Type de convection : Convection naturelle ou forcée (ventilée)            Contrôle de température : Régulateur électronique numérique avec affichage LED ou LCD            Minuterie intégrée : Programmable, durée : jusqu'à 99 h ou cycle continu            Nombre d'étagères : <math>\geq</math> 2 étagères ajustables            Matériau intérieur : Acier inoxydable, facile à nettoyer            Matériau extérieur : Tôle acier époxy ou inox peint, résistant aux produits chimiques            Isolation thermique : Par laine de verre ou matériau équivalent            Porte : Simple, avec joint étanche et évent d'aération réglable            Sécurité : Thermostat de sécurité indépendant (protection contre surchauffe)            Affichage : Température réelle et consigne en temps réel</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Dimensions extérieures (L×P×H) : Environ 55 × 55 × 70 cm selon fabricant Alimentation électrique : 220–240 V, 50–60 Hz, puissance ~1 000–1 500 W Certifications : CE, ISO 13485, conformité aux normes de sécurité électrique IEC Accessoires fournis : 2 grilles, câble secteur, manuel en français			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
21	Plaque chauffante magnétique plateau de 200x200 1000 W	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	<p>Plaque chauffante magnétique avec agitateur intégré  Dimensions du plateau : 200 × 200 mm (±5 mm),  surface plane  Matériau du plateau : Aluminium anodisé ou  céramique résistant aux agents chimiques  Puissance de chauffage : ≥ 1000 W  Plage de température : De la température ambiante  jusqu'à ≥ 300 °C  Régulation de température : Par thermostat  électronique ou régulateur digital  Précision de température : ± 1 °C à 100 °C ; ± 2 °C  au-delà  Agitation magnétique : Intégrée, moteur silencieux  avec aimant puissant  Plage de vitesse d'agitation : 100 à 1500 tr/min (ou  plus selon modèle)  Volume d'agitation maximal : ≥ 5 litres d'eau (ou  équivalent en viscosité)  Affichage : Température et vitesse d'agitation sur  écran digital (LCD/LED)  Indicateur de surface chaude : Témoin de chaleur  résiduelle pour sécurité utilisateur  Sécurité : Protection contre surchauffe, arrêt  automatique en cas de défaut  Alimentation électrique : 220–240 V, 50–60 Hz  Accessoires fournis : 1 barreau magnétique  (agitateur), manuel en français, câble d'alimentation  Certifications : CE, conformité aux normes de sécurité</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					électrique IEC Dimensions totales (L × P × H) : Environ 25 × 30 × 12 cm (variable selon fabricant)			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
22	Bec électrique stérilisateur	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	<p>Bec stérilisateur électrique sans flamme</p> <p>Principe de fonctionnement : Résistance chauffante intégrée (céramique ou quartz), stérilisation par haute température</p> <p>Température de stérilisation : <math>\geq 800</math> °C (goulot du tube)</p> <p>Temps de chauffe : &lt; 10 minutes pour atteindre température de stérilisation</p> <p>Diamètre d'ouverture : Adapté pour boucles d'inoculation, aiguilles, pointes de pipette (en général Ø 14–18 mm)</p> <p>Mode de fonctionnement : Continu ou temporisé (selon modèle)</p> <p>Matériau externe : Inox ou aluminium peint, résistant à la chaleur et aux produits chimiques</p> <p>Système de sécurité : Protection thermique, arrêt automatique en cas de surchauffe</p> <p>Contrôle de température : Thermostat ou contrôle électronique intégré</p> <p>Indication de fonctionnement : Voyant lumineux ou affichage LED</p> <p>Consommation électrique : Environ 150–300 W</p> <p>Alimentation : 220–240 V, 50–60 Hz</p> <p>Dimensions (L × P × H) : Environ 12 × 18 × 16 cm (varie selon les modèles)</p> <p>Accessoires fournis : Support pour boucle, manuel utilisateur, câble secteur</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Certifications : CE, ISO 13485, conformité aux normes de sécurité électrique (IEC/EN 61010)			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
23	Desktop avec écran, clavier, souris	14	Unité	Tous	<p>Type d'ordinateur : Ordinateur de bureau (desktop), boîtier mini-tour ou tour standard</p> <p>Processeur (CPU) : Intel Core i5 (11e génération ou ultérieure) ou AMD Ryzen 5 (série 5xxx ou ultérieure)</p> <p>Fréquence du processeur : <math>\geq 2.9</math> GHz, avec mode turbo <math>\geq 4.0</math> GHz</p> <p>Mémoire vive (RAM) : 16 Go DDR4 minimum (extensible à 32 Go souhaité)</p> <p>Stockage : 512 Go SSD minimum (NVMe de préférence) + option HDD 1 To si stockage important requis</p> <p>Carte graphique : Carte graphique intégrée (Intel UHD / AMD Radeon Vega) ou dédiée si utilisation graphique avancée</p> <p>Écran : Moniteur LED 22 pouces (min), résolution Full HD (1920 × 1080), avec câble vidéo (HDMI/VGA)</p> <p>Clavier et souris : Clavier AZERTY/FR, USB ou sans fil, souris optique incluse</p> <p>Connectivité : <math>\geq 6</math> ports USB (dont 2 en USB 3.0), 1 port HDMI, 1 port VGA, 1 port RJ45 (Ethernet), audio/micro</p> <p>Réseau : Carte Ethernet Gigabit (10/100/1000 Mbps), Wi-Fi intégré (802.11ac) si exigé</p> <p>Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits (ou Windows 10 Pro si demandé) sous licence officielle OEM</p>	Non	Non	$\geq 2$ ans (matériel et pièces), sur site ou retour atelier

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					<p>Sécurité : Antivirus préinstallé (Microsoft Defender ou équivalent), puce TPM 2.0  Alimentation : Bloc d'alimentation certifié <math>\geq 300</math> W, efficace et silencieux  Autres logiciels : Microsoft Office (version sous licence ou équivalent libre à préciser), PDF Reader, navigateur web  Manuel utilisateur : En français, version papier ou numérique incluse</p>			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
24	Jarre anaérobie	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	<p>Jarre anaérobie pour culture bactérienne sans oxygène            Capacité utile : <math>\geq 2</math> à 3 litres (permettant l'insertion de 6 à 12 boîtes de Pétri Ø90 mm)            Matériau du corps : Polycarbonate haute résistance ou acier inoxydable autoclavable            Couvercle : Aluminium anodisé ou acier inoxydable avec système de fermeture hermétique            Système de fermeture : Fermeture à vis, à étrier ou à clips avec joint torique en silicone            Valve d'entrée/sortie de gaz : Robinet ou valves pour vide et remplissage, compatibles avec générateurs d'atmosphère            Type d'atmosphère : Compatible avec : Sachets générateurs de gaz (<math>H_2 + CO_2</math>), Pompes à vide + gaz            Indicateur d'anaérobiose : Pastille ou indicateur redox (ex : resazurine, bleu de méthylène)            Compatibilité : Autoclavable à 121 °C / 15 psi            Accessoires recommandés : Porte-boîtes de Pétri (rack interne) en acier inoxydable            Dimensions approximatives : Hauteur : 15–25 cm ; diamètre : 20–30 cm            Autres exigences : Résistance chimique aux agents désinfectants et produits de décontamination            Sécurité : Soupape de surpression ou valve anti-retour si applicable            Conformité : CE, ISO 13485, ISO 11133 (culture bactérienne)</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
25	Boîtes de Petri stériles jetables (plastique) rondes 90 mm x500	10	Unité	Laboratoire de bactériologie	<p>Boîtes de Petri jetables, stériles, à usage unique Forme ronde Diamètre extérieur : 90 mm ± 2 mm Hauteur : Environ 15 mm (± 2 mm) Matériau : Polystyrène transparent de qualité médicale/laboratoire Transparence : Excellente, adaptée à la lecture des cultures bactériennes ou fongiques Surface de culture : Plane, sans déformation, compatible avec semis homogène Couvercle : Présent, ajusté, avec orifices de ventilation Stérilisation : Par rayonnement gamma ou à l'oxyde d'éthylène, non autoclavables Niveau de stérilité : SAL 10<sup>-6</sup> (ou conforme ISO 11137 ou équivalent) Conditionnement : Sachets sous emballage plastique hermétique, par 20 unités, dans cartons de 500 Marquage : Avec ou sans zone de marquage selon le modèle (optionnel) Conformité : CE / ISO 9001 / ISO 13485 / ISO 11133 Durée de validité : Minimum 3 ans à partir de la date de fabrication Stockage recommandé : À l'abri de l'humidité, de la lumière, à température ambiante (15–25 °C) Utilisation prévue : Culture de micro-organismes (bactéries, champignons), milieux gélosés ou liquides Quantité : 500 unités par lot</p>	Non	Non	Non

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
26	Pipettes simples 100 à 1000ul	6	Unité	Laboratoire de virologie	Pipette simple réglable en volume 100-1000µl avec éjecteur de cône	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre
27	Pipettes simples 5 à 50ul	2	Unité	Laboratoire de biochimie	Pipette simple réglable en volume 5-50µl avec éjecteur de cône	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre
28	Pipettes simples 10 à 300ul	2	Unité	Laboratoire de biochimie	Pipette simple réglable en volume 10-300µl avec éjecteur de cône	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
29	Bain marie 5L	1	Unité	Laboratoire de bactériologie	<p>Bain-marie thermostatique de paillasse, à eau            Capacité utile : 5 litres            Plage de température : +5 °C au-dessus de la température ambiante jusqu'à 100 °C minimum            Précision de régulation : ± 0,2 °C ou mieux            Uniformité de température : ± 0,5 °C ou mieux            Affichage : Écran numérique (LCD ou LED) de la température actuelle et réglée            Réglage de température : Digital, par incréments de 0,1 °C ou 0,5 °C            Système de chauffage : Élément chauffant en acier inoxydable, protégé            Matériau du réservoir : Acier inoxydable (inox 304 ou équivalent), résistant à la corrosion            Couvercle : Inclus, en acier inoxydable, plat ou en dôme            Sécurité : Protection contre la surchauffe avec arrêt automatique ou alarme sonore            Dimensions extérieures : Compactes, typiquement environ 30 x 25 x 20 cm (à ajuster selon le fabricant)            Alimentation : 220–240 V / 50–60 Hz            Puissance : 500 à 1000 W selon le modèle            Drain : Robinet de vidange intégré            Pieds : Antidérapants, réglables            Accessoires : Panier métallique ou support pour tubes (optionnel)            Conformité : Normes CE / ISO 13485 / sécurité électrique (IEC 61010-1)</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

30	Kit de matériel de prélèvement (scalpels, curette dermato, pince à ongles)	1	Unité	<p>Laboratoire de myco parasito</p> <p>Kit de prélèvement dermatologique manuel à usage unique Composition minimale du kit : 1. Scalpel de précision (manche + lame interchangeable ou lame fixe) 2. Curette dermatologique (ronde, tranchante) 3. Pince à ongles (type gouge ou pince coupe-ongles) Scalpel : - Acier inoxydable médical - Manche ergonomique - Lame n°11 ou n°15, démontable ou fixe - Longueur totale : ~14–16 cm Curette dermatologique : - Forme : ronde ou ovale - Diamètre : 2–7 mm selon modèle - Bord tranchant, en acier inox - Manche antidérapant Pince à ongles : - Type : pince à mors droits ou courbes - Longueur : 12–14 cm - Acier inoxydable, affûtée - Système ressort ou double bras Matériaux : Acier inoxydable de qualité chirurgicale (AISI 410 ou équivalent), stérilisable à l'autoclave Stérilisation : fourni stérile (SAL 10<sup>-6</sup>) Conditionnement : En trousse souple lavable, rigide ou en plateau de rangement Étiquetage des instruments Normes et conformité : CE / ISO 13485 / ISO 7153-1 pour les instruments chirurgicaux Accessoires optionnels : Pince fine à mors droits, Brosse de nettoyage, Plateau en inox ou trousse zippée</p>	Non	Non	≥ 1 an contre les défauts de fabrication
----	--	---	-------	---	-----	-----	--

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
31	Lampe de Wood	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	<p>Lampe de Wood portable, à lumière ultraviolette proche (UVA)  Longueur d'onde UV : 365 nm ± 5 nm (longueur d'onde idéale pour fluorescence dermatologique)  Source lumineuse : Tube UV ou LED UV (efficacité énergétique et faible dégagement thermique)  Puissance : 4 W à 10 W (selon technologie), suffisant pour inspection de la peau ou du cuir chevelu  Mode d'émission : Lumière UV de type A (UVA) filtrée, sans émission d'UVC dangereuse  Filtre de Wood : Intégré devant la lampe pour bloquer la lumière visible et ne laisser passer que l'UV  Dimensions : Compacte et légère (longueur ~20-30 cm), facile à manier  Manche : Ergonomique, antidérapant  Type d'alimentation : Sur secteur 220V / 50Hz avec câble, ou batterie rechargeable (≥ 3 h d'autonomie)  Sécurité : Protection anti-rayonnement direct, Interrupteur avec voyant lumineux  Conformité : CE / ISO 13485 / sécurité électrique IEC 60601-1 ou équivalent  Accessoires fournis : Housse ou étui de protection, Lunettes de protection UV (fortement recommandé)</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
32	Cahier de mycologie médicale	1	Unité	Laboratoire de myco parasito	<p>Cahier d'enregistrement papier pour résultats de mycologie médicale            Format A4 (21 × 29,7 cm)            Nombre de pages : Minimum 100 pages (50 feuilles recto-verso)            Qualité du papier : Papier blanc 80g/m<sup>2</sup>, non acide, compatible avec écriture manuscrite (stylo/Bic)            Type de reliure : Reliure cousue ou spirale métallique pour durabilité            Couverture : Rigide ou semi-rigide, plastifiée ou cartonnée, lavable si possible            Contenu intérieur : Pages lignées avec colonnes pré-imprimées pour : Numéro d'échantillon, Nom du patient / Code, Date du prélèvement, Nature du prélèvement, Culture, Milieu utilisé, Résultat direct, Résultat culture, Identification, Remarques/observations, Nom de l'opérateur            Langue : Français            Durabilité : Résistant à un usage quotidien en laboratoire            Conformité : Doit répondre aux exigences de traçabilité des résultats en laboratoire de microbiologie médicale</p>	Non	Non	Non

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
33	Etiqueteuse à code barre	1	Unité	Laboratoire de virologie	<p>Imprimante d'étiquettes à code-barres, de paillasse</p> <p>Technologie d'impression : transfert thermique (avec ruban) pour étiquettes durables</p> <p>Résolution d'impression : idéalement 300 dpi pour petits codes ou textes fins</p> <p>Vitesse d'impression : Minimum 100 mm/s</p> <p>Largeur d'impression : Minimum 25 mm à 50 mm (selon les tubes/lames à étiqueter)</p> <p>Format d'étiquettes supportées : Compatible avec étiquettes pour tubes de prélèvement, flacons, lames, etc.</p> <p>Types de codes pris en charge : Code 39, Code 128, EAN-13, QR code, DataMatrix, etc.</p> <p>Interface de communication : USB et/ou Ethernet, (Optionnel) Wi-Fi ou Bluetooth</p> <p>Compatibilité logicielle : Compatible avec les systèmes LIS (Laboratory Information System) ou logiciel de gestion de laboratoire</p> <p>Systèmes d'exploitation : Windows (obligatoire), Linux/macOS (optionnel)</p> <p>Écran de contrôle : (Optionnel) Écran LCD ou LED de contrôle</p> <p>Fonctionnalités supplémentaires : Capacité de stockage de modèles d'étiquettes, Impression à la demande ou par lot</p> <p>Accessoires inclus: Adaptateur secteur, Câble USB ou réseau, CD/clé USB avec pilotes logiciels</p> <p>Dimensions et poids : Compact, &lt; 5 kg</p>	Non	Non	Minimum 1 an, pièces et main-d'œuvre

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
					Alimentation : 220–240 V / 50–60 Hz Normes et conformité : Marquage CE, ISO 9001 / ISO 13485 recommandé			

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
34	Compteur manuel cytologie mécanique	2	Unité	Laboratoire d'hématologie	<p>Compteur différentiel manuel mécanique pour cytologie</p> <p>Nombre de touches : 8 à 12 touches mécaniques</p> <p>Type de cellules assignées : Paramétrage libre ou touches étiquetées : Neutrophiles, Lymphocytes, Monocytes, Eosinophiles, Basophiles, Blastes, Plasmocytes, etc.</p> <p>Système de comptage : Mécanique avec affichage numérique par rouleaux ou cadrans (chiffres visibles)</p> <p>Fonction totalisateur : Oui, affichage automatique du total général</p> <p>Remise à zéro : Bouton ou levier de remise à zéro rapide</p> <p>Matériaux : Boîtier en plastique ou métal, touches robustes en plastique ou métal</p> <p>Dimensions : Compact (&lt; 25 cm de long), adapté à un usage de paillasse</p> <p>Nettoyage : Surface lisse, nettoyable avec désinfectant</p> <p>Durabilité : Conçu pour usage intensif, &gt; 100 000 cycles par bouton</p> <p>Conformité : CE – Dispositif médical de classe I ou équivalent</p>	Non	Non	Minimum 1 an contre défauts de fabrication

Article No	Description des Fournitures	Quantité	Unité de Mesure	Lieu de destination convenu tel que spécifié dans les DPAO	Spécificités techniques	Installation à prévoir par le prestataire ?	Formation à la maintenance à prévoir par le prestataire ?	Garantie à prévoir par le prestataire ?
35	Chambre de comptage double de TYPE MALASSEZ	2	Unité	Laboratoire de bactériologie	<p>Chambre de comptage double – type Malassez</p> <p>Matériau : Verre optique de haute qualité (résistant aux produits chimiques et aux rayures)</p> <p>Dimensions standard : Longueur totale : ~76 mm, Largeur : ~30 mm, Épaisseur : ~4 mm</p> <p>Gravure du réseau : Gravure permanente, réseau quadrillé en croix de Malassez</p> <p>Volume d'un carreau : 0,00025 mm<sup>3</sup> (ou 0,25 nL)</p> <p>Profondeur de la chambre : 0,2 mm ± 0,02 mm</p> <p>Nombre de grilles : 2 zones de comptage séparées (double chambre)</p> <p>Graduation : Quadrillage 1 mm<sup>2</sup> subdivisé, Marquage visible au microscope</p> <p>Compatibilité : Utilisable avec lames couvre-objets rectifiées adaptées (généralement 20×26 mm)</p> <p>Accessoires fournis : 2 couvre-objets adaptés (verre rectifié, biseauté)</p> <p>Nettoyage : Stérilisable à l'alcool, rinçable à l'eau distillée</p> <p>Conformité : ISO 13485 / CE – dispositif de laboratoire</p> <p>Conditionnement : Boîte protectrice rigide, mousse de calage</p>	Non	Non	Minimum 1 an contre défauts de fabrication

## 4. Plans

Les documents de l'Appel d'Offres n'incluent aucun plan.

<b>Liste des Plans</b>		
<b>Plan No</b>	<b>Nom du Plan</b>	<b>Objectif</b>
N/A	N/A	N/A

## **5. Inspections et Essais**

Les inspections et essais suivants seront réalisés :

L'acheteur procédera à l'inspection et aux essais suivants sur chaque automate fourni : vérification de la conformité des références, intégrité des équipements, bon fonctionnement à vide et sous charge, calibration initiale, validation des performances analytiques, connectivité avec le LIS si applicable, et remise des certificats de qualification (QI, QO, QP).

La réception provisoire ne sera prononcée qu'après réussite de l'ensemble des essais.

La réception définitive interviendra après une période de fonctionnement satisfaisant (minimum 2 mois).

## 6. Liste des pièces détachées à fournir par équipement

Équipement	Désignation de la pièce	Quantité recommandée	Durée de vie estimée	Référence fabricant (à remplir)	Prix unitaire (à remplir)	Remarques
Automate d'électrophorèse	Électrode	2	12 mois			
	Joints de cuve	2	12 mois			
	Pompe péristaltique	1	18 mois			
	Filtres et capillaires	2	12 mois			
	Bloc thermostat	1	18 mois			
Automate pour analyses spécifiques	Sonde de prélèvement	2	12 mois			
	Filtres internes	4	6 mois			
	Tubulures	2	12 mois			
	Module de pompage	1	18 mois			
	Capteurs (niveau/pression)	2	12 mois			
Automate NFS	Sonde d'aspiration	2	12 mois			
	Filtres à air	4	6 mois			
	Joints de piston	2	12 mois			
	Capillaires, tubes de lavage	4	6 mois			
	Réservoirs de déchets	4	6 mois			

Équipement	Désignation de la pièce	Quantité recommandée	Durée de vie estimée	Référence fabricant (à remplir)	Prix unitaire (à remplir)	Remarques
Automate de biochimie	Pompe doseuse	2	24 mois			
	Lignes fluidiques	2	24 mois			
	Têtes de dosage	1	2 ans			
	Bras de prélèvement	1	2 ans			
	Cuves de lecture	4	6 mois			
	Joints toriques	2	12 mois			
	Filtres à air et à fluide	2	12 mois			
Automate hémostase	Systèmes de cuvette	1	2 ans			
	Pipettes internes	1	2 ans			
	Joints et joints toriques	2	12 mois			
	Cuvettes de réaction	4	6 mois			
	Bras pipette	1	2 ans			
	Module optique	1	2 ans			
Centrifugeuse PCR	Rotor plaques 96 puits	1	3 ans			
	Joints d'étanchéité	2	12 mois			
	Capteur	1	3 ans			
	Rotor 8x15 ml	1	3 ans			

Équipement	Désignation de la pièce	Quantité recommandée	Durée de vie estimée	Référence fabricant (à remplir)	Prix unitaire (à remplir)	Remarques
Centrifugeuse selles 8x15ml	Joints d'étanchéité	2	12 mois			
	Godets 15ml	1	3 ans			
PSM II A2	Filtre HEPA H14	2	12 mois			
	Lampe UV	1	1000 h			
Balance de précision	Cellule de pesée	1	5 ans			
	Pieds anti-vibrations	2	2 ans			
Réfrigérateur 500L	Joint de porte	1	2 ans			
	Thermostat	1	2 ans			
	Compresseur	1	5 ans			
Centrifugeuse réfrigérée	Rotor cryotube 1.5 ml	1	3 ans			
	Joints thermiques	2	12 mois			
	Ventilateur / compresseur	1	3 ans			
	Capteur	1	3 ans			
Centrifugeuses de paille	Rotor (5ml, 50ml)	1	3 ans			
	Godets / adaptateurs	1	3 ans			
	Joints	2	12 mois			
	Joints de piston	3	12 mois			

Équipement	Désignation de la pièce	Quantité recommandée	Durée de vie estimée	Référence fabricant (à remplir)	Prix unitaire (à remplir)	Remarques
Micropipette répétitive, multicanaux	Ressorts	3	12 mois			
	Cône d'aspiration	3	12 mois			
Agitateur Khan	Moteur	1	5 ans			
	Bras d'agitation	1	3 ans			
Distillateur 8L/h	Résistance chauffante	1	2 ans			
	Joints de cuve	1	2 ans			
	Soupape de sécurité	1	2 ans			
	Capteurs de niveau	1	2 ans			
Microscopes	Ampoule LED/halogène	2	500 h			
	Lentilles	1	2 ans			
	Pièces mécaniques	1	2 ans			
Etuve 80 L	Thermostat	1	2 ans			
	Résistance chauffante	1	3 ans			
	Ventilateur	1	3 ans			
	Joints de porte	1	2 ans			
Plaque chauffante	Résistance chauffante	1	3 ans			
	Aimant de rotation	1	3 ans			

Équipement	Désignation de la pièce	Quantité recommandée	Durée de vie estimée	Référence fabricant (à remplir)	Prix unitaire (à remplir)	Remarques
	Thermostat	1	3 ans			
Bec électrique	Résistance	2	18 mois			
Étiqueteuse	Tête d'impression thermique	1	12 mois			
	Ruban thermique	1	12 mois			
	Rouleaux d'étiquettes	5	6 mois			
Compteur manuel cytologie	Bouton de comptage	3	5 ans			
	Roues mécaniques	3	5 ans			
Lampe de wood	Tube UV	1	1000 h			
Différentes pipettes simples	Piston	2	12 mois			
Bain-marie 5L	Thermostat	1	3 ans			
	Résistance chauffante	1	3 ans			
	Sonde de température	1	3 ans			
Chambre Malassez	Lame calibrée	2	5 ans			

# **TROISIÈME PARTIE**

## **Marché**

## **Section VIII. Cahier des clauses Administratives Générales**

### **Liste des clauses**

<b>1. Définitions.....</b>	<b>136</b>
<b>2. Documents contractuels.....</b>	<b>137</b>
<b>3. Pratiques de Fraude et corruption .....</b>	<b>137</b>
<b>4. Interprétation .....</b>	<b>137</b>
<b>5. Langue.....</b>	<b>138</b>
<b>6. Groupement.....</b>	<b>138</b>
<b>7. Critères d'origine .....</b>	<b>138</b>
<b>8. Notification .....</b>	<b>138</b>
<b>9. Droit applicable.....</b>	<b>138</b>
<b>10. Règlement des litiges.....</b>	<b>138</b>
<b>11. Inspections et audit conduits par l'AFD .....</b>	<b>139</b>
<b>12. Objet du Marché .....</b>	<b>139</b>
<b>13. Livraison .....</b>	<b>139</b>
<b>14. Responsabilités du Fournisseur .....</b>	<b>139</b>
<b>15. Prix du Marché .....</b>	<b>139</b>
<b>16. Modalités de règlement.....</b>	<b>139</b>
<b>17. Impôts, taxes et droits.....</b>	<b>140</b>
<b>18. Garantie de bonne exécution.....</b>	<b>140</b>
<b>19. Droits d'auteur .....</b>	<b>140</b>
<b>20. Renseignements confidentiels .....</b>	<b>141</b>
<b>21. Sous-traitance.....</b>	<b>142</b>
<b>22. Spécifications et Normes.....</b>	<b>142</b>

<b>23. Emballage et documents .....</b>	<b>142</b>
<b>24. Assurance .....</b>	<b>142</b>
<b>25. Transport.....</b>	<b>143</b>
<b>26. Inspections et essais .....</b>	<b>143</b>
<b>27. Pénalités.....</b>	<b>144</b>
<b>28. Garantie.....</b>	<b>144</b>
<b>29. Brevets .....</b>	<b>145</b>
<b>30. Limite de responsabilité .....</b>	<b>146</b>
<b>31. Modifications des lois et règlements .....</b>	<b>146</b>
<b>32. Force majeure .....</b>	<b>147</b>
<b>33. Ordres de modification et avenants au marché.....</b>	<b>147</b>
<b>34. Prorogation des délais .....</b>	<b>147</b>
<b>35. Résiliation .....</b>	<b>148</b>
<b>36. Cession .....</b>	<b>149</b>
<b>37. Restrictions à l'Exportation.....</b>	<b>149</b>

## Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales

### 1. Définitions

- 1.1 Les termes et expressions ci-après auront la signification qui leur est attribuée ici :
- a) « L'AFD » signifie l'Agence Française de Développement.
  - b) « Marché » signifie l'Acte d'engagement signé par l'Acheteur et le Fournisseur, ainsi que les documents contractuels visés dans ledit Acte d'engagement, y compris toutes les pièces jointes, annexes et tous les documents qui y ont été inclus par voie de référence.
  - c) « Documents contractuels » désigne les documents visés dans l'Acte d'engagement, y compris les avenants éventuels auxdits documents.
  - d) « Prix du Marché » signifie le prix payable au Fournisseur, conformément à l'Acte d'engagement signé, sous réserve de toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.
  - e) « Jour » désigne un jour calendaire.
  - f) « Achèvement » signifie la prestation complète des services connexes par le Fournisseur, conformément aux modalités stipulées dans le Marché.
  - g) « CCAG » signifie le Cahier des clauses administratives générales.
  - h) « Fournitures » signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l'Acheteur en exécution du Marché.
  - i) « Pays de l'Acheteur » signifie le pays identifié dans le **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**.
  - j) « Acheteur » signifie l'entité achetant les fournitures et les services connexes, telle qu'elle est identifiée dans le **CCAP**.
  - k) « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale, ainsi que toute obligation analogue du Fournisseur dans le cadre du Marché.
  - l) « CCAP » signifie le Cahier des clauses administratives particulières.
  - m) « Sous-traitant » signifie toute personne physique, privée ou entité publique ou toute combinaison de ces éléments, y compris ses ayants droit ou ses mandataires autorisés, à qui toute partie des Fournitures ou des services connexes est sous-traitée par le Fournisseur.
  - n) « Fournisseur » signifie toute personne physique, privée ou entité publique ou toute combinaison de ces éléments, y

- compris ses ayants droit ou ses mandataires autorisés, dont l'Offre a été acceptée par l'Acheteur en vue d'exécuter le Marché et qui est désignée comme tel dans l'Acte d'engagement signé.
- o) « Le Site » signifie le lieu indiqué dans le **CCAP**, le cas échéant.
- 2. Documents contractuels**
- 2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans l'Acte d'engagement, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres.
- 3. Pratiques de Fraude et corruption**
- 3.1 L'AFD demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu'elles figurent à l'Annexe 1 du **CCAP** soient appliquées.
- 4. Interprétation**
- 4.1 Si le contexte l'exige, le singulier se réfère au pluriel et vice versa.
- 4.2 Incoterms
- a) Sauf indication contraire dans le **CCAP**, le sens des termes commerciaux et les droits et obligations assumés par les parties sont ceux prescrits par Incoterms.
- b) CIP, DDP et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale comme indiqué dans le **CCAP**.
- 4.3 Intégralité des conventions
- Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties relativement à son objet avant la date du Marché.
- 4.4 Avenants
- Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties au marché.
- 4.5 Absence de renonciation
- a) Sous réserve des dispositions de la clause 4.5(b) du **CCAG** ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni les affecter ou les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette

renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

#### 4.6 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché.

### 5. Langue

5.1 Le Marché et toute la correspondance et la documentation relatives au Marché échangées par le Fournisseur et l'Acheteur, seront rédigés dans la langue définie dans le **CCAP**. Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue spécifiée des passages pertinents. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du Marché, cette traduction fera foi.

5.2 Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue spécifiée et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction.

### 6. Groupement

6.1 Si le Fournisseur est un groupement, tous les membres seront solidairement tenus envers l'Acheteur de respecter les dispositions du Marché, et ils devront désigner un membre pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur.

### 7. Critères d'origine

7.1 Toutes les fournitures et services connexes à fournir en exécution du Marché et financés par l'AFD proviendront d'une source éligible tel que spécifié dans le **CCAP**. Aux fins de la présente Clause, le pays de provenance désigne le pays où les fournitures ont poussé, ont été cultivées, extraites, produites ou lorsque, par suite d'un processus de fabrication, transformation ou assemblage de composants importants et intégrés, il a été obtenu un autre article reconnu propre à la commercialisation dont les caractéristiques fondamentales, l'objet et l'utilité sont substantiellement différents de ses composants.

### 8. Notification

8.1 Toute notification envoyée à l'une des parties par l'autre partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le **CCAP**. L'expression « par écrit » signifie transmis par voie écrite avec accusé de réception.

8.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la seconde de ces dates à échoir étant retenue.

### 9. Droit applicable

9.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays de l'Acheteur, à moins que le **CCAP** n'en dispose autrement.

### 10. Règlement des litiges

10.1 L'Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux, en rapport avec le Marché.

10.2 Si, au-delà de vingt-huit (28) jours, les parties n'ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l'Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l'autre partie de son intention de recourir à la procédure d'arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage

relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d'initier une procédure d'arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d'arbitrage peut démarrer avant ou après la livraison des Fournitures au titre du Marché. La procédure d'arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le **CCAP**.

10.3 Nonobstant toute référence à l'arbitrage :

- a) les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et
- b) l'Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due.

- |  |  |
|--|--|
| <b>11. Inspections et audit conduits par l'AFD</b> | 11.1 Le Fournisseur devra conserver et faire en sorte que ses Sous-traitants conservent de manière systématique et précise les documents et pièces comptables relatifs aux Fournitures, et qu'apparaissent clairement et avec les détails tout changement survenant sur les délais et les coûts en relation avec lesdites Fournitures.   |
|  | 11.2 Le Fournisseur autorisera et s'assurera que ses sous-traitants autoriseront l'AFD et/ou les personnes qu'elle désignera à inspecter ses bureaux et à examiner les documents et pièces comptables relatives à la soumission de l'Offre et à l'exécution du Marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par l'AFD.  |
| <b>12. Objet du Marché</b>                         | 12.1 L'objet du Marché est constitué par les fournitures et services connexes visés dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques.   |
| <b>13. Livraison</b>                               | 13.1 En vertu de la clause 33.1 du CCAG, la livraison des fournitures et l'achèvement des services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans le Bordereau des quantités et les Calendriers de livraison. Le <b>CCAP</b> fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur. |
| <b>14. Responsabilités du Fournisseur</b>          | 14.1 Le Fournisseur fournira toutes les fournitures et services connexes compris dans l'objet du Marché en application de la clause 12 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la clause 13 du CCAG.   |
| <b>15. Prix du Marché</b>                          | 15.1 Le prix demandé par le Fournisseur pour les Fournitures livrées et pour les services connexes rendus au titre du Marché ne variera pas par rapport au prix indiqué par le Fournisseur dans son Offre, exception faite des modifications de prix autorisées dans le <b>CCAP</b> .  |
| <b>16. Modalités de règlement</b>                  | 16.1 Le prix du Marché, y compris toute Avance le cas échéant, sera réglé conformément aux dispositions du <b>CCAP</b> .   |
|  | 16.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l'Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les fournitures livrées et les services connexes rendus, et des pièces présentées conformément à la clause 13 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.  |

- 16.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l'Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l'Acheteur.
- 16.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera(ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l'Offre est indiqué.
- 16.5 Dans l'éventualité où l'Acheteur n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité ou dans le délai indiqué au **CCAP**, l'Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant de cet arriéré au(x) taux spécifié(s) dans le **CCAP** pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale.
- 17. Impôts, taxes et droits**
- 17.1 Pour les fournitures provenant d'un pays autre que le pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l'extérieur du pays de l'Acheteur.
- 17.2 Pour les fournitures provenant du pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu'au moment de la livraison à l'Acheteur des Fournitures faisant l'objet du marché.
- 17.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l'Acheteur tel que spécifié au **CCAP**, l'Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d'en bénéficier jusqu'à concurrence du maximum autorisé.
- 18. Garantie de bonne exécution**
- 18.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l'avis d'attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le **CCAP**.
- 18.2 Le montant de la garantie sera payable à l'Acheteur en compensation de toute perte subie du fait de la carence du Fournisseur à exécuter ses obligations contractuelles.
- 18.3 La garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou toute autre monnaie ayant reçu l'accord de l'Acheteur, et présentée sous la forme stipulée dans le **CCAP** ou sous une autre forme acceptable à l'Acheteur.
- 18.4 L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du **CCAP**.
- 19. Droits d'auteur**
- 19.1 Les droits d'auteur de tous les plans, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l'Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s'ils sont fournis directement à l'Acheteur ou par l'intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs, les droits d'auteur y afférent demeureront la propriété de ladite tierce partie.

**20. Renseignements confidentiels**

- 20.1 L'Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l'autre partie au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l'autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l'exécution ou la résiliation du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son sous-traitant tout document, donnée et autre information qu'il recevra de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au sous-traitant d'effectuer son travail conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l'engagement imposé au Fournisseur en vertu de la clause 20 du CCAG.
- 20.2 L'Acheteur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus du Fournisseur à des fins autres que celles du Marché. De la même manière, le Fournisseur n'utilisera aucun document, donnée et autre renseignement reçus de l'Acheteur à des fins autres que l'élaboration des plans, les acquisitions ou autres travaux et services requis pour l'exécution du Marché.
- 20.3 Toutefois, l'obligation imposée à une partie en vertu des clauses 20.1 et 20.2 ci-dessus ne s'appliquera pas aux types de renseignements suivants :
- a) Ceux que l'Acheteur ou le Fournisseur doivent partager avec l'AFD ou d'autres institutions participant au financement du Marché ;
  - b) Ceux qui, à présent ou ultérieurement, appartiennent ou appartiendront au domaine public, sans que la partie en cause soit en faute ;
  - c) Ceux dont il peut être prouvé qu'ils étaient en possession de la partie en cause lorsqu'ils ont été divulgués et qu'ils n'avaient pas été obtenus préalablement, de manière directe ou indirecte, de l'autre partie ; ou
  - d) Ceux qui sont mis légitimement à la disposition de la partie en cause par une tierce partie non tenue au devoir de confidentialité.
- 20.4 Les dispositions ci-dessus de la clause 20 du CCAG ne modifient en aucune façon un engagement de confidentialité donné par l'une ou l'autre partie avant la date du Marché s'agissant de tout ou partie de la fourniture.
- 20.5 Les dispositions de la clause 20 du CCAG resteront en vigueur après l'achèvement ou la résiliation du Marché, quel qu'en soit le motif.

- 21. Sous-traitance**
- 21.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l'Acheteur tous les marchés de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s'il ne l'a déjà fait dans son Offre. La sous-traitance ne dégagera pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.
- 21.2 Les marchés de sous-traitance se conformeront aux dispositions des clauses 3 et 7 du CCAG.
- 22. Spécifications et Normes**
- 22.1 Spécifications techniques et Plans
- a) Les fournitures et services connexes fournis au titre du Marché seront conformes aux normes visées à la Section VII, Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, et, lorsqu'il n'est fait référence à aucune norme applicable, la norme sera équivalente ou supérieure aux normes officielles applicables dans le pays d'origine des biens.
- b) Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Acheteur ou en son nom, en donnant à l'Acheteur une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.
- c) Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans les spécifications techniques. Durant l'exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Acheteur et seront traités conformément à la clause 33 du CCAG.
- 23. Emballage et documents**
- 23.1 Le Fournisseur emballera les fournitures de la manière requise pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers le lieu de destination convenu, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que le lieu de destination convenu des fournitures est éloigné et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.
- 23.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du CCAP, et à toutes autres instructions données par l'Acheteur.
- 24. Assurance**
- 24.1 Sauf indication contraire du CCAP, les fournitures livrées en exécution du présent Marché seront entièrement assurées contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le CCAP.

- 25. Transport**
- 25.1 Sauf indication contraire du **CCAP**, la responsabilité du transport des Fournitures est assumée par la partie spécifiée dans les Incoterms.
- 25.2 Il pourra être demandé au Fournisseur de fournir tout ou partie des services suivants, y compris d'autres services s'ils existent, tels que spécifiés au CCAP.
- (a) l'exécution ou la surveillance de l'assemblage sur site des Fournitures et/ou leur mise en service.
  - (b) la fourniture d'outils nécessaires à l'assemblage et/ou la maintenance des Fournitures.
  - (c) la fourniture du manuel détaillé d'exploitation et de maintenance pour chaque article pertinent des Fournitures.
  - (d) l'exécution ou la surveillance ou la maintenance et/ou la réparation des Fournitures, sur une période convenue entre les parties, étant entendu que le Fournisseur conserve ses obligations de garanties telles que stipulées dans le Marché ; et
  - (e) la formation du personnel de l'Acheteur, à l'usine du Fournisseur et/ou sur site, à l'assemblage, la mise en service, l'exploitation, la maintenance et/ou la réparation des Fournitures.
- 25.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour des services annexes, s'ils ne figurent pas parmi les prix du Marché, devront être convenus à l'avance par les parties et ne devront pas excéder les prix facturés habituellement par le Fournisseur à d'autres prestataires pour des services identiques.
- 26. Inspections et essais**
- 26.1 Le Fournisseur effectue à ses frais et à titre gratuit pour l'Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux fournitures et aux services connexes stipulés aux **CCAP**.
- 26.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination convenu des fournitures ou en un lieu quelconque du pays de l'Acheteur visé dans le CCAP. Sous réserve de la clause 26.3 du CCAG, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux données de production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Acheteur.
- 26.3 L'Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la clause 26.2 du CCAG, étant entendu que l'Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de voyage, de subsistance et d'hébergement.
- 26.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.

- 26.5 L'Acheteur pourra demander au Fournisseur d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des fournitures sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d'achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 26.6 Le Fournisseur donnera à l'Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 26.7 L'Acheteur pourra refuser tout ou partie des fournitures qui se seront révélées défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des fournitures refusées ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la clause 26.4 du CCAG.
- 26.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des fournitures, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des fournitures, ni la remise d'un rapport en application de la clause 26.6 du CCAG, ne dispense le Fournisseur de ses obligations de garanties ou de ses autres obligations stipulées dans le Marché.
- 27. Pénalités**
- 27.1 Sous réserve des dispositions de la clause 32 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des fournitures ou ne rend pas les services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l'Acheteur, sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le CCAP, pour chaque semaine de retard, jusqu'à la livraison ou à la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le CCAP. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur pourra résilier le Marché en application de la clause 35 du CCAG.
- 28. Garantie**
- 28.1 Le Fournisseur garantit que les fournitures sont neuves et n'ont jamais été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.
- 28.2 Sous réserve de la clause 22.1 (b) du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les fournitures seront exemptes de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher

leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays du lieu de destination convenu.

- 28.3 Sauf disposition contraire du **CCAP**, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des fournitures, le cas échéant, à leur lieu de destination convenu, tel que précisé dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d'expédition ou de chargement dans le pays d'origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.
- 28.4 L'Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Acheteur donnera au Fournisseur toute possibilité raisonnable d'inspecter lesdits défauts.
- 28.5 À la réception d'une telle notification, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au CCAP, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Acheteur.
- 28.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le **CCAP**, l'Acheteur peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché.

## 29. Brevets

- 29.1 À condition que l'Acheteur se conforme à la clause 29.2 du CCAG, le Fournisseur indemnifiera et garantira l'Acheteur, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber à l'Acheteur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :
- a) l'installation des fournitures par le Fournisseur ou l'utilisation des fournitures dans le pays où se trouve le site ; et
  - b) la vente dans tout pays des biens produits au moyen des fournitures.

Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l'utilisation des fournitures ou d'une partie des fournitures ou des biens produits au moyen des fournitures, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.

- 29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Acheteur dans le contexte de la clause 29.1 du CCAG, l'Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur, mener ladite procédure ou le

règlement de cette réclamation, et toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.

- 29.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.
- 29.4 L'Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l'Acheteur tous les frais raisonnables qu'il aura assumés à cet effet.
- 29.5 L'Acheteur indemnifiera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber au Fournisseur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Acheteur.

### **30. Limite de responsabilité**

- 30.1 Sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle :
- a) Le Fournisseur n'est responsable envers l'Acheteur de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l'Acheteur ;
  - b) L'obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l'Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le Prix du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Fournisseur d'indemniser l'Acheteur en cas de violation de brevet.

### **31. Modifications des lois et règlements**

- 31.1 À moins que le Marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des Offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l'Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à la révision des prix en tant que de besoin, conformément à la clause 15 du CCAG.

- 32. Force majeure**
- 32.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché à ses torts si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de force majeure.
- 32.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l'Acheteur au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.
- 32.3 En cas de force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l'Acheteur l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de force majeure.
- 33. Ordres de modification et avenants au marché**
- 33.1 L'Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la clause 8 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- a) Les plans, conceptions ou spécifications, lorsque les fournitures à livrer au titre du Marché doivent être fabriquées spécialement pour l'Acheteur ;
  - b) La méthode d'expédition ou d'emballage ;
  - c) Le lieu de livraison ; et
  - d) Les services connexes qui doivent être exécutés par le Fournisseur.
- 33.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d'achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l'ordre de modification émis par l'Acheteur.
- 33.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d'autres parties au titre de services analogues.
- 33.4 Compte tenu de ce qui précède, aucun changement ou modification des termes du Marché ne pourra être fait sans un accord écrit et signé des parties.
- 34. Prorogation des délais**
- 34.1 Si à tout moment pendant l'exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de livrer les Fournitures ou d'accomplir les services connexes dans les

délais prévus à la clause 13 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l'Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d'avenant au marché.

34.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 32, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application des pénalités prévues dans la clause 27 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la clause 34.1 du CCAG.

### **35. Résiliation**

#### **35.1 Résiliation aux torts du Fournisseur**

a) L'Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu'il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation à ses torts de la totalité ou d'une partie du Marché :

i) Si le Fournisseur manque à livrer l'une quelconque ou l'ensemble des Fournitures dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l'Acheteur conformément aux dispositions de la clause 34 du CCAG ;  
ou

ii) Si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché ; ou

iii) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur, s'est livré à des pratiques de fraude ou de corruption, tels que définis à la Clause 3 de ce CCAG, au stade de sa sélection ou lors de la réalisation du Marché.

b) Au cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la clause 35.1 (a) du CCAG, l'Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des Fournitures ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n'est pas résilié.

#### **35.2 Résiliation pour insolvabilité**

L'Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en redressement judiciaire, liquidation, faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n'affectera aucun des droits ou recours que l'Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.

#### **35.3 Résiliation pour convenance**

a) L'Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée au Fournisseur pour une raison de convenance. L'avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle

mesure l'exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.

- b) L'Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Fournitures prêtes à être expédiées à l'Acheteur dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation. S'agissant des autres Fournitures restantes, l'Acheteur peut décider :
- i) De faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché ; et/ou
  - ii) D'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant à convenir avec lui au titre des fournitures et des services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s'est déjà procurés.

### **36. Cession**

- 36.1 À moins d'avoir reçu par écrit le consentement préalable de l'autre partie, ni l'Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché.

### **37. Restrictions à l'Exportation**

- 37.1 Indépendamment de l'ensemble des obligations contractuelles régissant les formalités d'exportation, toute restriction à l'importation imputable à l'Acheteur, au pays de l'Acheteur, ou à l'utilisation des produits/biens, systèmes ou services à fournir, qui émanent de règlements commerciaux d'un pays fournisseur de produits/biens, systèmes ou services, et qui empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses obligations contractuelles, libèrera le Fournisseur de ses obligations de fournir les biens et les services prévus. Cette disposition prendra effet dès lors que le Soumissionnaire démontrera, à satisfaction de l'AFD et de l'Acheteur, qu'il a entrepris avec diligence toutes les démarches pour les demandes de permis, autorisations et licences nécessaires à l'exportation de produits/biens, systèmes ou services conformément aux termes du Marché. Le Marché sera résilié à la convenance de l'Acheteur selon les termes des articles 35.3.

## Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des clauses administratives générales (CCAG). Lorsqu'il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG.

<b>CCAG 1.1 (i)</b>	Le pays de l'Acheteur est : France_____
<b>CCAG 1.1 (j)</b>	L'Acheteur est : La Fondation Mérieux_____
<b>CCAG 1.1 (o)</b>	Le Site ou le(s) lieu(x) de destination(s) convenu(s) est (sont) : Le LNR au sein de l'INSP de Bujumbura, Burundi_____
<b>CCAG 4.2 (a) et (b)</b>	Les termes commerciaux auront la signification prescrite par les Incoterms publiés par la Chambre de Commerce internationale (CCI), version 2020.
<b>CCAG 5.1</b>	La langue du Marché et de communication est le français.
<b>CCAG 7.1</b>	Les biens et services provenant de pays sous embargo de la France, l'Union Européenne ou les Nations-Unies ne sont pas éligibles.
<b>CCAG 8.1</b>	Aux fins de <b>notification</b> , l'adresse de l'Acheteur sera : À l'attention de : Monsieur Anthony WILLAUME_____
	N° et rue : 17 rue Bourgelat_____
	Ville : Lyon_____
	Code postal : 69002_____
	Pays : France_____
	Téléphone : _____
	Adresse électronique : offres.marches@fondation-merieux.org_____
<b>CCAG 9.1</b>	Le droit applicable sera : Le droit français

<b>CCAG 10.2</b>	<p>Les règles de la procédure d'arbitrage, conformément à la clause 10.2 du CCAG, seront les suivantes :</p> <p>Au moment de la finalisation du marché la clause 10.2 (a) sera retenue dans le cas où le Marché est passé avec un Fournisseur étranger, et la clause 10.2(b) sera retenue dans le cas d'un Marché passé avec un ressortissant du pays de l'Acheteur</p> <p><b><u>a) Marché passé avec un Fournisseur étranger :</u></b></p> <p>« Tout litige résultant de ce Marché sera résolu in fine par application des Règles de Réconciliation et d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, par un ou plusieurs arbitres désignés conformément aux dites Règles. »</p> <p><b><u>(b) Marché passé avec un Fournisseur national du pays de l'Acheteur :</u></b></p> <p>« Dans le cas d'un litige entre l'Acheteur et un Fournisseur ressortissant du pays de l'Acheteur, le litige sera adjugé ou arbitré conformément à la législation du pays de l'Acheteur. »</p>
<b>CCAG 13.1</b>	<p><b>Pour les fournitures importées de l'étranger :</b></p> <p>Lors de l'expédition, le Fournisseur notifiera à l'Acheteur et à la compagnie d'assurances, par câble, télex, ou par voie électronique mutuellement convenue au préalable, les dispositions détaillées relatives à l'expédition, à savoir : le numéro du marché, la description des fournitures, la quantité, le mode de transport, le numéro et la date du connaissement, le lieu de chargement, la date d'expédition, le lieu de débarquement, etc. Le Fournisseur expédiera les documents ci-après à l'Acheteur, avec copie à la compagnie d'assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) Copies des factures du Fournisseur, décrivant les fournitures, leurs quantités, leur prix unitaire et le montant total ;</li> <li>(ii) Original et 2 copies du connaissement négociable, net à bord, marqué "frais payé" et 3 copies du connaissement non négociable ;</li> <li>(iii) Copies des listes de colisage identifiant les contenus de chaque colis</li> <li>(iv) Certificat d'assurance ;</li> <li>(v) Certificat de garantie du Fabriquand ou du Fournisseur ;</li> <li>(vi) Certificat d'inspection émis par le service d'inspection désigné et rapport d'inspection en usine du Fournisseur ; et</li> <li>(vii) Certificat d'origine.</li> </ul> <p>Les documents ci-dessus sont à recevoir par l'Acheteur une semaine au moins avant l'arrivée des fournitures à destination et, s'ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant.</p>
	<p><b>Pour les fournitures originaires du pays de l'Acheteur :</b></p> <p>Dès la réception des fournitures par le transporteur, le Fournisseur doit notifier l'Acheteur et lui faire parvenir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) copies de la facture du Fournisseur décrivant les fournitures, indiquant leur quantité, leur prix unitaire, le montant total ;</li> </ul>

	<p>(ii) notification de la livraison/reçu du transporteur ferroviaire ou routier</p> <p>(iii) certificat de garantie du Fabriquant ou du Fournisseur ;</p> <p>(iv) certificat d'inspection, émis par le service d'inspection désigné, et rapport d'inspection en usine du Fournisseur ; et</p> <p>(v) certificat d'origine.</p> <p>Ces documents devront être reçus par l'Acheteur avant l'arrivée des Fournitures ; en cas contraire, le Fournisseur sera tenu responsable des frais qui pourraient en résulter.</p>
<p><b>CCAG 15.1</b></p>	<p>Les prix des Fournitures livrées et services connexes exécutés ne seront pas révisables.</p>
<p><b>CCAG 16.1</b></p>	<p>La méthode et les conditions de règlement du Fournisseur au titre de ce marché sont :</p> <p><b>Règlement de Fournitures en provenance de l'étranger :</b></p> <p>Le règlement de la partie en devises sera effectué en euro</p> <p>i) <b>Règlement de l'Avance</b> : dix (10%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 30 jours suivant la signature du Marché, contre une demande de paiement, et une garantie bancaire d'un montant équivalent, valable jusqu'à la livraison des Fournitures et conforme au format type fourni dans le document d'Appel d'Offres ou autre format acceptable à l'Acheteur.</p> <p>ii) <b>A l'embarquement</b> : quatre-vingts (80%) pour cent du prix du Marché des Fournitures embarquées sera réglé [par lettre de crédit confirmée et irrévocable ouverte au crédit du Fournisseur dans une banque de son pays], contre la fourniture des documents spécifiés à la clause 13 du CCAG.</p> <p>iii) <b>A l'acceptation</b> : dix (10%) pour cent du Prix du Marché des Fournitures sera réglé dans les trente (30) jours suivant la date de réception des Fournitures contre une demande de règlement accompagnée du certificat d'acceptation émis par l'Acheteur.</p> <p>Le règlement de la partie en monnaie nationale sera effectué en euro dans les trente (30) jours qui suivent la présentation d'une demande de règlement accompagnée d'un certificat de l'Acheteur confirmant que les Fournitures ont été livrées et que les autres Services contractuels ont été réalisés.</p>

	<p><b>Règlement des fournitures et services en provenance du pays de l’Acheteur :</b></p> <p>Règlement des fournitures et services en provenance du pays de l’Acheteur sera effectué en euro, comme suit :</p> <p>i) <b>Règlement de l’Avance</b> : dix (10%) pour cent du prix du Marché sera réglé dans les 30 jours suivant la signature du Marché, contre un reçu et une garantie bancaire pour un montant équivalent, et soumise conformément au modèle fourni dans le document d’Appel d’Offres ou tout autre modèle acceptable à l’Acheteur.</p> <p>ii) <b>A la livraison</b> : quatre-vingts (80%) pour cent du Prix du Marché sera réglé à la réception des Fournitures contre remise des documents précisés à la clause 13 du CCAG.</p> <p>(iii) <b>À l’acceptation</b> : le solde de dix (10%) pour cent du Prix du Marché sera réglé au Fournisseur dans les trente (30) jours suivant la date du certificat d’acceptation émis par l’Acheteur.</p>
<b>CCAG 16.1</b>	Les paiements au Fournisseur seront effectués aux comptes bancaires suivants :
<b>CCAG 16.5</b>	<p>Délai au-delà duquel l’Acheteur paiera des intérêts au Fournisseur : quatre-vingt-dix (90) jours.</p> <p>Taux d’intérêt mensuel pour les paiements en monnaie étrangère sera calculé sur l’échelle EURIBOR plus 200 points de base.</p> <p>Taux d’intérêt mensuel pour les paiements en monnaie locale : Non applicable (aucun paiement prévu en monnaie locale).</p>
<b>CCAG 17.3</b>	<p>Le présent Marché bénéficie de l’exemption du paiement des taxes, droits et obligations suivants :</p> <p>Lorsque la fondation Mérieux acquiert des Fournitures auprès de Fournisseurs français destinés à être exportées ou livrées en l’état dans un autre pays, l’Acheteur a la possibilité d’utiliser le dispositif d’achats en franchise prévu par l’article 275 du CGI et de demander aux Fournisseurs une facturation exonérée de TVA.</p>
<b>CCAG 18.1</b>	Le montant de la garantie de bonne exécution sera : 10% du montant total du marché, hors taxes.
<b>CCAG 18.3</b>	<p>La forme de garantie de bonne exécution acceptable est une garantie bancaire à première demande.</p> <p>La garantie de bonne exécution sera libellée dans la ou les monnaies de paiement du marché, pour un montant équivalant à 10 % du montant hors taxes du contrat.</p>

<b>CCAG 23.2</b>	<p>L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les équipements seront emballés dans des caisses rigides, renforcées, étanches à l'humidité, conçues pour le transport maritime et terrestre ;</li> <li>– Des mousses ou amortisseurs antichocs devront être utilisés à l'intérieur des emballages pour protéger les composants sensibles (panneaux, écrans, capteurs) ;</li> <li>– Chaque colis portera une étiquette extérieure mentionnant lisiblement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'Acheteur et du projet,</li> <li>- le numéro de lot et de colis (ex. 1/5, 2/5...),</li> <li>- le nom du fournisseur,</li> <li>- la description du contenu,</li> <li>- la destination finale (nom du site de livraison),</li> <li>- les symboles de manipulation (fragile, haut/bas, ne pas empiler, sensible à l'humidité) ;</li> </ul> </li> <li>– Une copie des documents de transport et de livraison (bordereau d'expédition, liste de colisage, certificat de conformité, manuel utilisateur) devra être jointe à l'intérieur de chaque caisse, protégée dans une pochette plastique ;</li> <li>– Une autre copie des mêmes documents sera fournie séparément par voie électronique (email ou clé USB), au moment de la livraison.</li> </ul>
<b>CCAG 24.1</b>	L'assurance sera souscrite conformément à l'Incoterm applicable.
<b>CCAG 25.1</b>	La responsabilité du transport des fournitures sera déterminée conformément à l'Incoterm applicable.

<b>CCAG 25.2</b>	<p>Les services annexes à fournir sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Livraison sur site des équipements, incluant le déchargement, le déballage, la vérification de l'intégrité physique</li> <li>– Installation complète et mise en service des automates, incluant les connexions électriques, réseau informatique (si applicable), et tests fonctionnels</li> <li>– Formation du personnel utilisateur sur site à l'utilisation, au calibrage, au dépannage de premier niveau et à la maintenance de routine, en langue française</li> <li>– Fourniture des manuels techniques et d'utilisation, en version papier et électronique (PDF), en français ou en anglais selon disponibilité</li> <li>– Garantie d'au moins 12 mois (ou 24 mois pour les automates) pour les pièces, main-d'œuvre et déplacements inclus, à compter de la réception provisoire</li> <li>– Assistance technique à distance ou sur site pendant la période de garantie (téléphone, e-mail, intervention sur site sous 72 h max)</li> <li>– Fourniture d'un jeu de consommables de démarrage (réactifs, cuvettes, etc.) pour la mise en route (durée à préciser selon équipement)</li> <li>– Maintenance préventive initiale au bout de 6 mois (le cas échéant)</li> <li>– Remise d'un certificat de mise en service et de PV de formation à la fin de l'installation.</li> </ul>
<b>CCAG 26.1</b>	Les inspections et les essais seront réalisés en conformité avec les spécifications de la Section VII – Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison et Spécifications Techniques
<b>CCAG 26.2</b>	Les inspections et les essais seront réalisés à : LNR de l'INSP de Bujumbura
<b>CCAG 27.1</b>	Les pénalités s'élèveront à : 0,5 % du montant de l'équipement concerné par semaine de retard
<b>CCAG 27.1</b>	Le montant maximum des pénalités sera de : 10% du montant de l'équipement concerné

<b>CCAG 28.3</b>	<p>La période de garantie sera : deux (2) ans pour les automates et un (1) an pour les autres équipements.</p> <p>Aux fins de(s) garantie(s), le(s) lieu(x) de destination convenu(s) est (sont) : LNR de l'INSP de Bujumbura</p> <p>En tant que modification partielle des dispositions, la période de garantie sera de 8 760 heures de fonctionnement ou de vingt-quatre (24) mois à partir de la date d'acceptation des Fournitures et de douze (12) mois pour les autres équipements, la période qui se termine le plus tôt étant retenue. De plus, le Fournisseur devra respecter les garanties de performance et/ou de consommations spécifiées dans le Marché. Si, pour des raisons attribuables au Fournisseur, ces garanties ne sont pas atteintes entièrement ou partiellement, le Fournisseur devra choisir, soit :</p> <p>(a) d'effectuer à ses frais les changements, modifications et/ou ajouts nécessaires sur les Fournitures afin de respecter les garanties contractuelles spécifiées dans le Marché et de réaliser les tests de performance supplémentaires conformément à l'article 4 du CCAP ;</p> <p><b>OU</b></p> <p>(b) de payer des pénalités à l'Acheteur pour non-respect des garanties contractuelles. Le montant de ces pénalités sera de 2% du montant HT de l'équipement non conforme par mois de non-conformité, plafonné à 10% de ce montant.</p>
<b>CCAG 28.5 et CCAG 28.6</b>	Le délai de réparation ou de remplacement maximum sera de trente (30) jours

## **Annexe 1 au CCAP : Règles en matière de Pratiques prohibées et Responsabilité Environnementale et Sociale**

### **1 Pratiques frauduleuses et de corruption**

L'Acheteur, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent respecter les règles d'éthique les plus rigoureuses durant la passation et l'exécution des marchés.

En signant la Déclaration d'Intégrité, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants déclarent (i) qu'ils n'ont commis aucun acte susceptible d'influencer le processus d'attribution du marché au détriment de l'Acheteur et notamment qu'aucune pratique anticoncurrentielle n'est intervenue et n'interviendra et que (ii) la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'a pas donné et ne donnera pas lieu à un acte de corruption ou de fraude.

L'AFD requiert que les documents de passation de marchés et les marchés qu'elle finance contiennent une disposition requérant des fournisseurs, consultants, entrepreneurs et de leurs sous-traitants qu'ils autorisent l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs au processus de passation et à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

L'AFD se réserve le droit de prendre toute action appropriée afin de s'assurer du respect de ces règles d'éthique, notamment le droit de :

- a) Rejeter la proposition d'attribution d'un marché si elle établit que le soumissionnaire ou le consultant auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des fraudes ou des pratiques anticoncurrentielles en vue de l'obtention de ce marché ;
- b) Déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Acheteur, des fournisseurs, consultants, entrepreneurs ou de leurs sous-traitants se sont livrés à la corruption, à des fraudes, ou à des pratiques anticoncurrentielles pendant le processus de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Acheteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de l'AFD, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer l'AFD lorsqu'il a eu connaissance de telles manœuvres.

Aux fins d'application de la présente disposition, l'AFD définit comme suit les expressions suivantes :

- a) La Corruption d'Agent Public est :
  - Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
  - Le fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
- b) La notion d'Agent Public inclut :
  - Toute personne physique qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire (au sein de l'État de l'Acheteur), indépendamment du fait que cette personne physique ait été nommée ou élue, indépendamment du caractère permanent ou provisoire de son mandat, qu'il soit rémunéré ou

- non, et indépendamment de sa position et du niveau hiérarchique qu'elle occupe ;
- Toute autre personne physique qui exerce une fonction publique, y compris pour une institution d'État ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;
  - Toute autre personne physique définie comme agent public par la législation nationale du pays de l'Acheteur.
- c) La Corruption de Personne Privée désigne :
- Le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature à toute personne autre qu'un agent public, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin que, en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles, elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte ;
  - Le fait pour toute personne autre qu'un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- d) La Fraude désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer des règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
- e) Une Pratique Anticoncurrentielle désigne :
- Toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : (i) limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres personnes ; (ii) faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; (iii) limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; ou (iv) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
  - Toute exploitation abusive par une personne ou un groupe de personnes d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
  - Toute offre de prix abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une personne ou l'un de ses produits.

## **2 Responsabilité Environnementale et Sociale**

Afin de promouvoir un développement durable, l'AFD souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les fournisseurs, consultants, entrepreneurs et leurs sous-traitants doivent s'engager, sur la base de la Déclaration d'Intégrité, à :

- a) Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le marché, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi

lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement ;

- b) Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) fourni par l'Acheteur.

## **Section X. Formulaires du Marché**

### **Liste des formulaires**

<b>Modèle de Lettre de Marché.....</b>	<b>161</b>
<b>Modèle d'Acte d'engagement.....</b>	<b>162</b>
<b>Modèle de Garantie de Bonne Exécution (garantie bancaire).....</b>	<b>164</b>
<b>Modèle de Garantie de Restitution d'Avance (garantie bancaire).....</b>	<b>165</b>

## Modèle de Lettre de Marché

*[papier à en-tête de l'Acheteur]*

Date : *[date]*

A : [nom et adresse du Soumissionnaire retenu]

Objet : Notification d'octroi du Marché No : \_\_\_\_\_

La présente a pour but de vous notifier que votre Offre en date du *[date]* pour la fourniture de *[nom du Projet tel que spécifié dans le CCAP]* pour le montant du Marché d'une contre-valeur *[Supprimer « contre » si le prix du Marché est exprimé en une seule monnaie]* de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires *[Supprimer « rectifié et » ou « et modifié » si seulement l'une de ces mesures s'applique. Supprimer « rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires » si des rectifications ou modifications n'ont pas été effectuées]*, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours, conformément à l'article 42 des IS, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution de la Section X, Formulaires du marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l'Acheteur]*

Pièce jointe : Acte d'Engagement

## Modèle d'Acte d'engagement

AUX TERMES DU PRÉSENT MARCHÉ, conclu le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ entre la Fondation Mérieux de LYON (ci-après dénommé l'« Acheteur ») d'une part, et \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ (ci-après dénommé le « Fournisseur »), d'autre part :

Attendu que l'Acheteur a lancé un Appel d'Offres pour des fournitures et services connexes, à savoir l'acquisition d'équipements de laboratoire et a accepté une Offre du Fournisseur pour la livraison de ces Fournitures et la prestation de ces services connexes, pour le montant de \_\_\_\_\_ (ci-après dénommé le « Prix du Marché »).

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans ce Marché, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.
2. Le présent Acte d'Engagement prévaut sur tout(s) autre(s) document(s) contractuel(s). Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante du Marché et être lus et interprétés à ce titre :
  - a) La Lettre de Marché adressée au Fournisseur par l'Acheteur ;
  - b) Le Formulaire de Soumission et ses annexes (incluant la Déclaration d'Intégrité signée)
  - c) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
  - d) Le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
  - e) Le Bordereau des Quantités, Calendrier de Livraison, et Spécifications Techniques ;
  - f) Les Formulaires de Soumission complétés (incluant les Formulaires de Prix) ; et
  - g) Toute autre pièce mentionnée dans le CCAG comme faisant partie intégrante du Marché.
3. En cas de différence entre les pièces constitutives du Marché, ces pièces prévaudront dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.
4. En contrepartie des paiements que l'Acheteur doit effectuer au bénéfice du Fournisseur, comme cela est indiqué ci-après, le Fournisseur convient avec l'Acheteur par les présentes de livrer les Fournitures et d'exécuter les services connexes, et de remédier aux défauts de ces fournitures et services connexes conformément à tous égards aux dispositions du Marché.
5. L'Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie des fournitures et services connexes, et des rectifications apportées à leurs défauts et insuffisances, le Prix du Marché, ou tout autre montant dû au titre du Marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Marché ont signé le présent document conformément à la législation de \_\_\_\_\_, les jour et année mentionnés ci-dessous.

Signé par \_\_\_\_\_ (pour l'Acheteur)

Signé par \_\_\_\_\_ (pour le Fournisseur)

## Modèle de Garantie de Bonne Exécution (garantie bancaire)

**Garant :** \_\_\_\_\_ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

**Bénéficiaire :** Fondation Mérieux, 17 Rue Bourgelat, 69002 LYON

**Date :** \_\_\_\_\_

**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ pour la fourniture d'équipements de laboratoire (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous \_\_\_\_\_ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres]<sup>12</sup>. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, (vingt-huit (28) jours après la réception définitive)<sup>13</sup> et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard à l'adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_  
[signature]

**Note :** *Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.*

<sup>12</sup> Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.

<sup>13</sup> Insérer la date 28 jours après la date d'achèvement estimée tel que décrit à l'article 18.4 du CCAG. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

## Modèle de Garantie de Restitution d'Avance (garantie bancaire)

**Garant :** \_\_\_\_\_ [nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]

**Bénéficiaire :** Fondation Mérieux, 17 Rue Bourgelat, 69002 LYON

**Date :** \_\_\_\_\_

### Garantie de restitution d'avance No. :

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_ [nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Donneur d'ordre ») a conclu le Marché No. \_\_\_\_\_ avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_ pour l'acquisition d'équipements de laboratoire (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres] est versée contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande du Donneur d'ordre, nous prenons, en tant que Garant, l'engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire à première demande toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s'élève à \_\_\_\_\_ [insérer la somme en chiffres] \_\_\_\_\_ [insérer la somme en lettres]<sup>14</sup>. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d'ordre :

- (a) a utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Marché ; ou bien
- (b) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d'ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l'avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d'Offre portant le numéro \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ [nom et adresse de la banque].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l'avance effectués par le Donneur d'ordre tels qu'ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d'une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l'exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_\_.<sup>15</sup> En

<sup>14</sup> Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par l'Acheteur.

<sup>15</sup> Insérer la date de livraison des Fournitures au lieu de destination convenu, telle que stipulée dans le Calendrier de Livraison. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer l'adjonction, à la fin de l'avant-dernier paragraphe du

